



Agitations au Congo: qu'en pensent les gens?

Résultats d'un sondage national

Rapport d'enquête N° 2

Octobre 2016



CONGO RESEARCH GROUP | GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif, dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en RD Congo. Toutes nos recherches se nourrissent d'une connaissance historique et sociale approfondie du problème en question.

Nous sommes basés au Centre de coopération internationale de l'Université de New York (Center on International Cooperation, New York University) et nous travaillons en collaboration avec le Centre d'études politiques de l'Université de Kinshasa. Toutes nos publications, nos blogs et podcasts sont disponibles sur www.congoresearchgroup.org.

Le Bureau d'Etudes de Recherches, et de Consulting International (BERCI) était fondée en Kinshasa en 1991. Il est une société à responsabilité limitée spécialisée dans les enquêtes et les sondages. Au cours des vingt-six dernières années, BERCI a travaillé pour le Banque du Monde, Les Nations Unies, et autres ONGs internationaux, le gouvernement congolais, et les autres entreprises privée.

Agitations au Congo: qu'en pensent les gens?

Résultats d'un sondage national

Les élections	2
La confiance dans les élections et la Commission électorale	8
Modifier la Constitution	10
Le dialogue politique	12
Les préférences politiques	12
Les protestations politiques et l'activité politique	14
Les questions de genre	16
La sécurité	17
La justice	22
L'économie	24
Le nationalisme et l'identité nationale	27
Soutien aux différentes instances gouvernementales	30
La MONUSCO	32
La participation étrangère	35
Méthodologie et contrôle de qualité	38
Données démographiques	38
ANNEXE A	42
Endnotes	43

Un débat houleux concernant l'avenir de la démocratie en République démocratique du Congo fait actuellement rage. Le Président Joseph Kabila s'approche de la fin de son second et dernier mandat prévue le 19 décembre 2016. Selon la plupart des analystes, il sera impossible d'organiser des élections avant cette date. Le gouvernement a conclu un accord avec une partie de l'opposition pour reporter les élections jusqu'au mois d'avril 2018 et pour mettre en place un gouvernement de transition. Cependant, une grande partie de l'opposition rejette cet accord tandis que les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile le critiquent vivement et le considèrent comme une prise de pouvoir anticonstitutionnelle. Des manifestations ont eu lieu à plusieurs reprises dans tout le pays, dont les émeutes les plus récentes des 19 et 20 septembre qui ont abouti à des dizaines de morts à Kinshasa, la capitale du pays, et les autorités ont brutalement réprimé les libertés individuelles.

Au cœur de la crise actuelle se trouvent les questions concernant la révision de la Constitution, le processus électoral, les libertés individuelles, l'implication de la communauté internationale et la responsabilité juridique. Les Congolais sont les grands absents de ces débats bien que les partis de toutes les tendances politiques évoquent «la volonté du peuple». En partenariat avec le Bureau d'Études, de Recherches et de Consulting International (BERCI), le Groupe d'études sur le Congo (GEC), établi au Centre sur la coopération internationale de l'Université de New York, a effectué un sondage public d'opinion politique à l'échelle nationale. Entre mai et septembre 2016, des chercheurs ont interviewé 7 545 personnes dans tout le pays.

Ce rapport fournit un résumé des résultats du sondage

LES ÉLECTIONS

L'essentiel de ce sondage consistait en une série de questions qui visaient à comprendre l'attitude des personnes interrogées envers les élections. On leur a demandé: «Pour qui voteriez-vous si les élections présidentielles avaient lieu, comme prévues, à la fin de l'année?»¹

L'opinion publique a basculé radicalement contre la coalition actuellement au pouvoir. Moïse Katumbi, l'ancien puissant gouverneur de la province du Katanga qui a rejoint l'opposition en 2015, a reçu le plus large soutien (33%), suivi d'Étienne Tshisekedi (18%), du Président Joseph Kabila (7,8%) et de Vital Kamerhe (7,5%). Un total de 17,5% des personnes interrogées ont dit qu'elles voteraient pour un candidat faisant actuellement partie de la coalition au pouvoir.² Ceci suggère que le soutien à Kabila a subi un effondrement depuis les 48,9% qu'il avait obtenus en 2011—et la tendance est beaucoup plus accentuée dans certaines régions du pays, comme sur ses terres ancestrales du nord Katanga, où il avait obtenu plus de 90% des votes il y a cinq ans mais où il ne bénéficierait aujourd'hui que d'environ 7%.

Une des questions les plus vigoureusement débattues ces derniers mois a été celle portant sur le calendrier électoral. Le registre des électeurs actuel est basé sur l'enregistrement controversé de 2011, qui a connu des taux d'inscription irréguliers et suspects dans certaines provinces.³ De plus, le registre actuel omet environ 7 millions de nouveaux électeurs et inclut 1,6 million de personnes qui sont décédées.⁴ Cependant, étant donné qu'il y a probablement environ 40 millions d'électeurs congolais, même un registre électoral falsifié ne pourrait combler l'écart existant entre Kabila et Katumbi, qui pourrait s'élever à environ 10 millions d'électeurs selon ce sondage.

L'entrée dans la course de Katumbi a provoqué une scission considérable au sein de l'opposition qui, dans sa presque totalité, est occultée par le bras de fer engagé avec la coalition au pouvoir. Néanmoins, si les élections devaient avoir lieu et les préférences politiques restaient les mêmes, cela voudrait dire qu'à un moment donné, la lutte pour la présidence se transformerait principalement en compétition entre Katumbi et Tshisekedi. Katumbi's entry into the race has led to a dramatic split within the opposition, which at the most is eclipsed by the standoff with the ruling coalition. However, if elections did take place and political preferences remain the same, this suggests that at some point the competition for the presidency would shift to become primarily between Katumbi and Tshisekedi.

SCHÉMA 1: JE VOTERAI POUR (CANDIDAT) SI LES ÉLECTIONS AVAIENT LIEU À LA FIN DE 2016

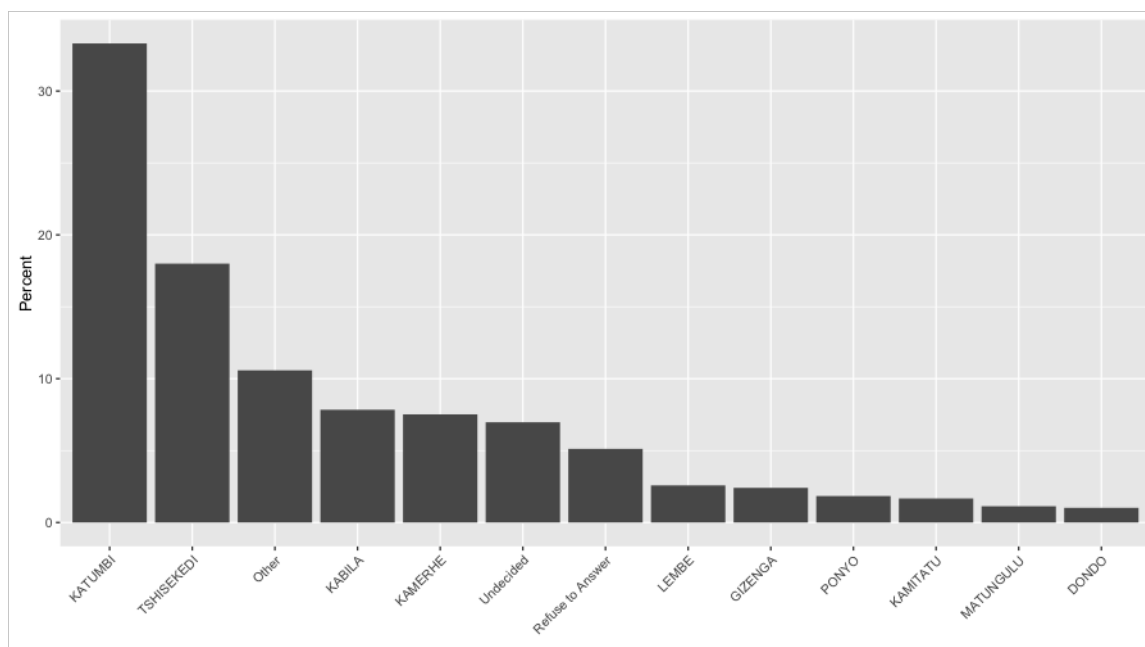


SCHÉMA 2: CANDIDAT PRÉFÉRÉ PAR PROVINCE (CARTE)

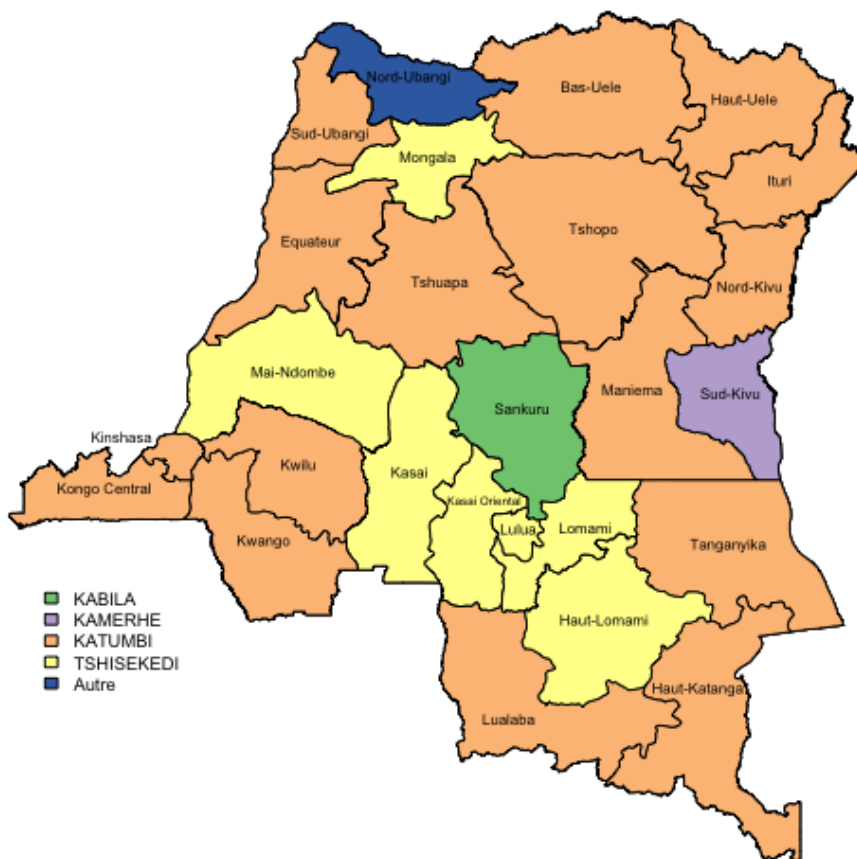
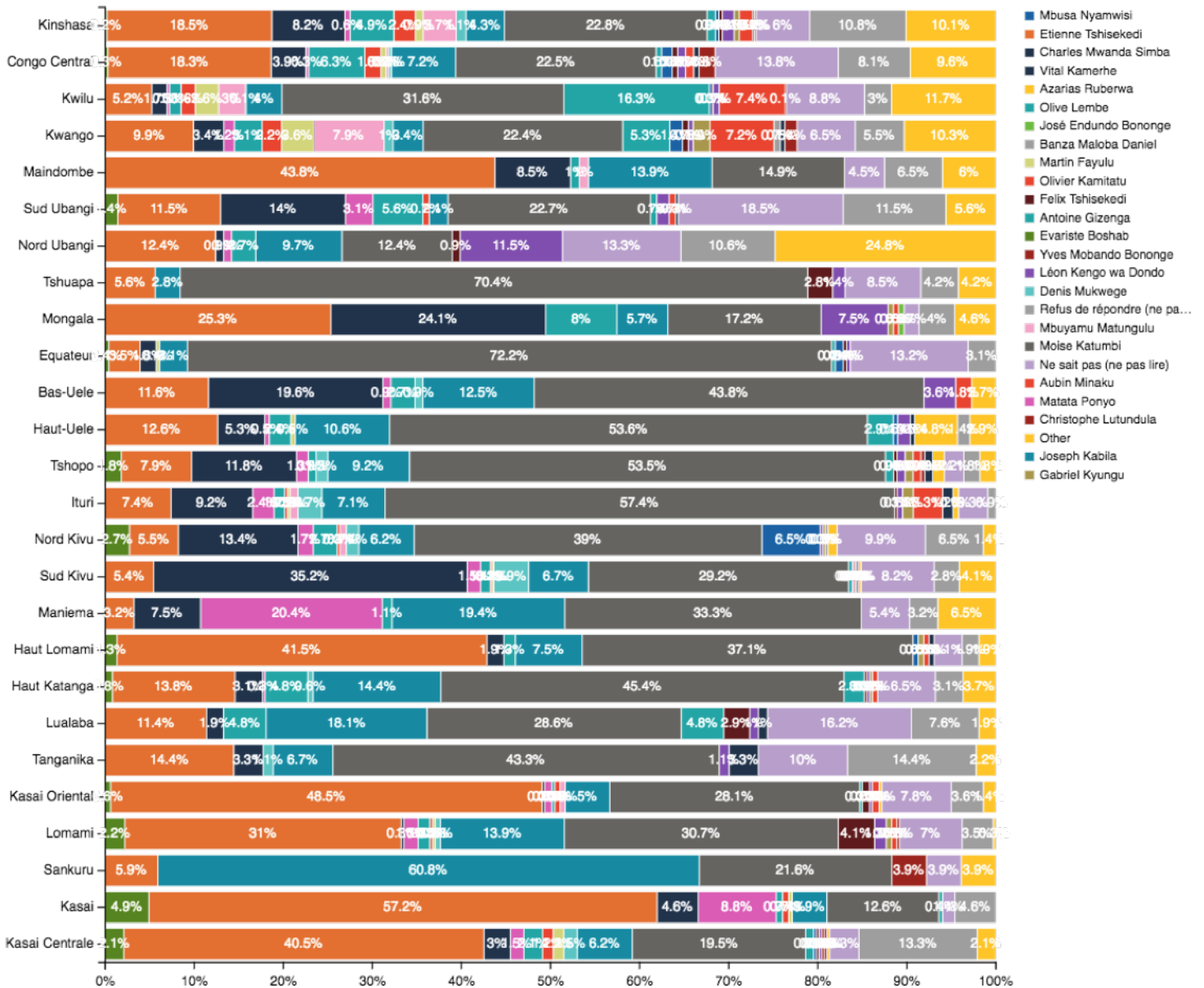


SCHÉMA 3: CANDIDAT PRÉFÉRÉ PAR PROVINCE



L'opinion politique est fragmentée, aucun candidat n'obtenant de majorité bien que ceci ne soit pas nécessaire étant donné le système électoral actuel de scrutin à un tour. Ensemble, dix-neuf autres candidats sont soutenus par 21,3% des sondés tandis qu'un pourcentage relativement bas (12,1%) refuse de dire pour qui ils voteraient ou, tout simplement, ne le savent pas.

Certains aspects des résultats sont surprenants. Katumbi, originaire du Katanga mais qui a passé très peu de temps dans d'autres provinces, est largement soutenu dans tout le pays par des électeurs potentiels aux origines diverses qui lui donnent leur préférence dans seize des vingt-six provinces. Il n'est pas seulement populaire dans l'est du pays, dont la langue est le Swahili, mais aussi dans la capitale, Kinshasa (22,8%), dans les provinces du nord de l'Équateur (72,2%) et de la Tshuapa (67%), dans les provinces centrales de Lomami (30,6%) et du Kasai-Oriental (28,1%), et à l'ouest au Kongo Central (22,5%).

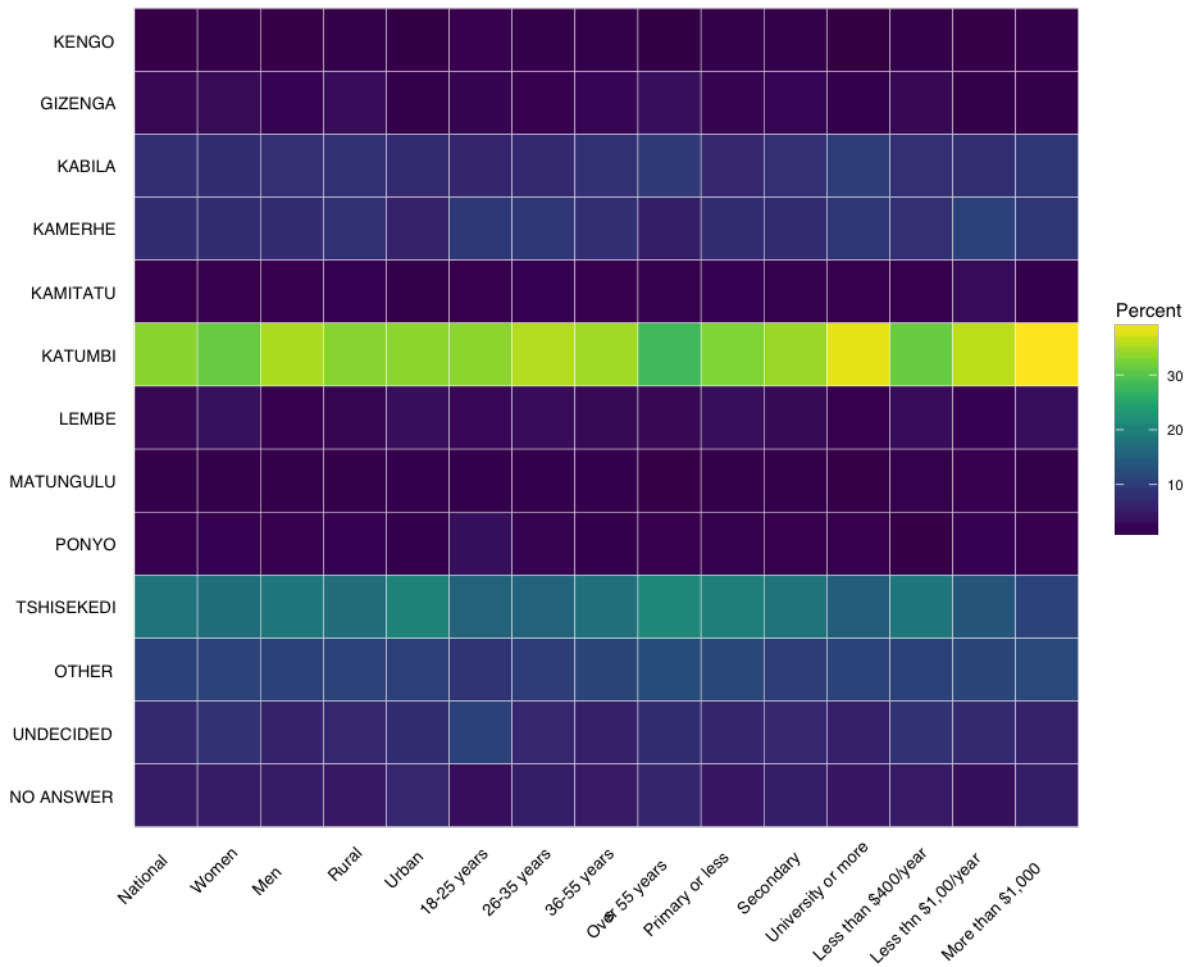
Il est difficile d'évaluer la popularité de Kabila étant donné que, selon la Constitution, il ne peut briguer un autre mandat. Cependant, le sondage montre clairement qu'il se trouve dans une impasse. Aucune des personnes de son cercle intime les plus souvent évoquées pour lui succéder--Aubin Minaku (0,7%), Evariste Boshab (0,8%), Olive Lembe (2,6%), Matata Ponyo (1,8%)--ne recevrait plus qu'un petit pourcentage de vote en réponse à la question posée. Le soutien à Kabila est plus fort dans la province natale de sa mère, le Maniema, où il obtiendrait, conjointement à son épouse Olive Lembe et au Premier ministre Matata Ponyo, 40,9% des voix lors d'une élection potentielle. Sa popularité est aussi relativement bonne dans le sud du Katanga mais, étonnamment, il a été éclipsé par Katumbi et Tshisekedi dans le nord du Katanga, qui est considéré comme son territoire ethnique.⁵

Le sondage révèle un électorat complexe dans lequel la classe sociale, la religion, le genre et l'appartenance ethnique importent peu au moment de déterminer ses préférences politiques. Il n'existe pratiquement aucune différence entre les bases de soutien de Katumbi, de Kabila et de Tshisekedi en termes de composition socio-économique et de genre; seules apparaissent d'infimes variations dues à la religion. Puisque les chefs religieux ont adopté des positions politiques radicalement différentes, cela suggère que les personnes sondées ne sont pas très influencées par les leaders de leur église ou de leur mosquée.⁶ Ceci dément l'idée d'un électorat congolais naïf manipulé par ses chefs religieux ou guidé par un atavisme ethnique. Il en est de même pour la division ville-campagne: qu'un électeur soit un fermier peu éduqué, chrétien de l'Église de Réveil, ou une femme catholique de classe aisée vivant en ville, cela n'a apparemment que peu d'incidence sur leur vote.

L'ethnicité et l'origine géographique jouent un rôle ambigu. Alors que Tshisekedi occupe une place privilégiée dans sa communauté Luba et que Kamerhe est le candidat le plus populaire dans sa province natale du Sud-Kivu, Kabila semble être considérablement boudé par son groupe ethnique Lubakat, tandis que Katumbi est populaire bien au-delà du sud du Katanga.

Il faut analyser ces résultats avec précaution. Tout d’abord, très peu de candidats ont déclaré officiellement se présenter aux élections présidentielles. Mais surtout, le sondage a été effectué sur une période de quatre mois, entre mai et octobre 2016, une période extrêmement tumultueuse pendant laquelle Moïse Katumbi a dû partir en exil, Étienne Tshisekedi est rentré au Congo après des années de soins médicaux à l’étranger et Vital Kamerhe a rompu avec la majorité de l’opposition pour accepter des négociations controversées avec le gouvernement. Tous ces facteurs ont pu influencer les opinions politiques. Les dernières provinces du nord du pays où nous avons effectué le sondage (Équateur, Tshuapa, Haut-Uele, Bas-Uele, Ituri, Tshopo, Mongala, Sud-Ubangi, et Nord-Kivu-Ubangi) ont montré des préférences légèrement plus accentuées pour Kamerhe et Katumbi que le reste du pays, ce qui pourrait être dû à des événements nationaux ou à des particularités locales.⁷

SCHEMA 4: IMPORTANCE DES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES AU MOMENT DE DÉFINIR LE SOUTIEN AUX CANDIDATS



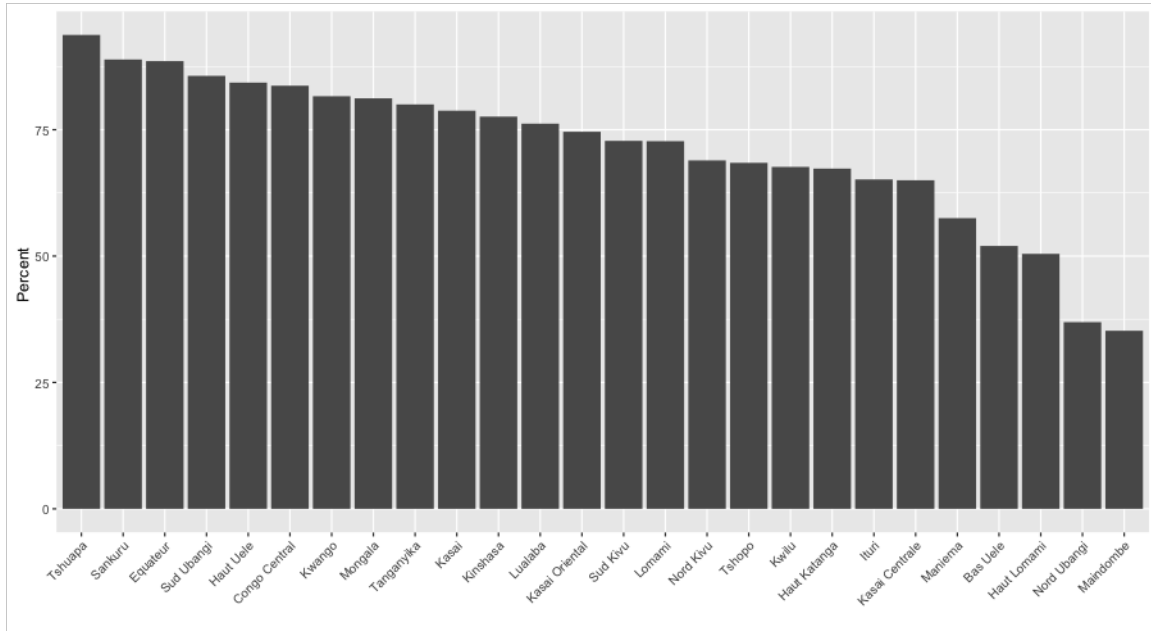
Par ailleurs, le soutien à un candidat peut vouloir dire beaucoup de choses. Il est probable, par exemple, que les personnes sondées dans le nord et l'est du pays, là où Tshisekedi et Leon Kengo wa Dondo ont remporté la plupart des votes en 2011, aient vu leurs préférences évoluer en faveur de Katumbi, non pas par attachement profond au candidat mais parce qu'elles pensent que l'ancien gouverneur riche et célèbre est le plus apte à l'emporter face à Kabila. Cela pourrait aussi expliquer pourquoi le soutien à Tshisekedi a diminué dans le Nord-Kivu Kivu (de 21% lors des élections de 2011 à 5% à l'issue de ce sondage) et au Kongo Central (de 74% à 18%) à la faveur de Katumbi.

En d'autres termes, le sondage donne un aperçu précis de l'opinion politique à un moment particulier, mais ne peut définir les raisons exactes qui se cachent derrière ces niveaux de soutien, voire la profondeur ou l'intensité de ce soutien. Cependant, il est clair que les électeurs sont davantage influencés par une estimation évolutive du comportement de ceux qui les gouvernent que par des identités immuables ou des conseils de vote exprimés par leurs leaders religieux locaux.

LA CONFIANCE DANS LES ÉLECTIONS ET LA COMMISSION ÉLECTORALE

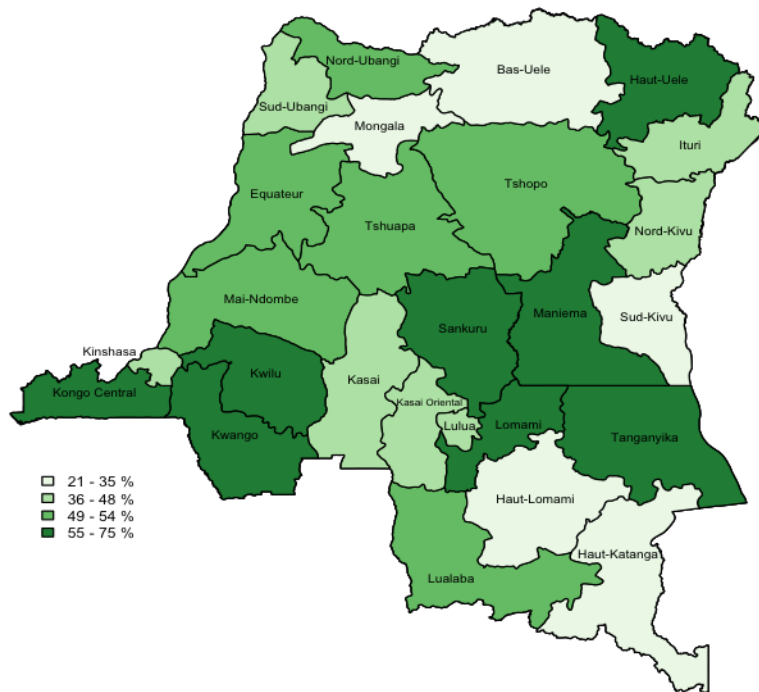
En général, on constate que la confiance des personnes sondées envers le processus démocratique est limitée et que celle exprimée à l'égard de la Commission électorale et de son président a faibli. 72% disent penser que «voter permet aux gens de participer au processus de prise de décision de notre pays» mais 41,3%, en réponse à une autre question, pensent que «les gens comme moi ne peuvent avoir une influence sur les décisions prises par le gouvernement». Seulement 46,5% affirment que la Commission électorale est capable d'organiser efficacement des élections libres et équitables tandis qu'un grand nombre de personnes interrogées (38,3%) ont déclaré avoir une mauvaise opinion de Corneille Nangaa, le président de la Commission électorale.⁸

SCHÉMA 5: «VOTER DONNE AUX GENS L’OPPORTUNITÉ DE PARTICIPER AU PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION DE NOTRE PAYS»



Toutefois, 72,7% ont dit qu'ils comptaient voter.⁹ Si leurs intentions se concrétisaient, cela augmenterait considérablement la participation des électeurs par rapport aux 58,8% de votes exprimés lors des élections de 2011, et cela représenterait un score se rapprochant des 70,5% de participation enregistrée lors des élections de 2006.

SCHÉMA 6: LA CONFIANCE EN LA CENI DANS CHAQUE PROVINCE.

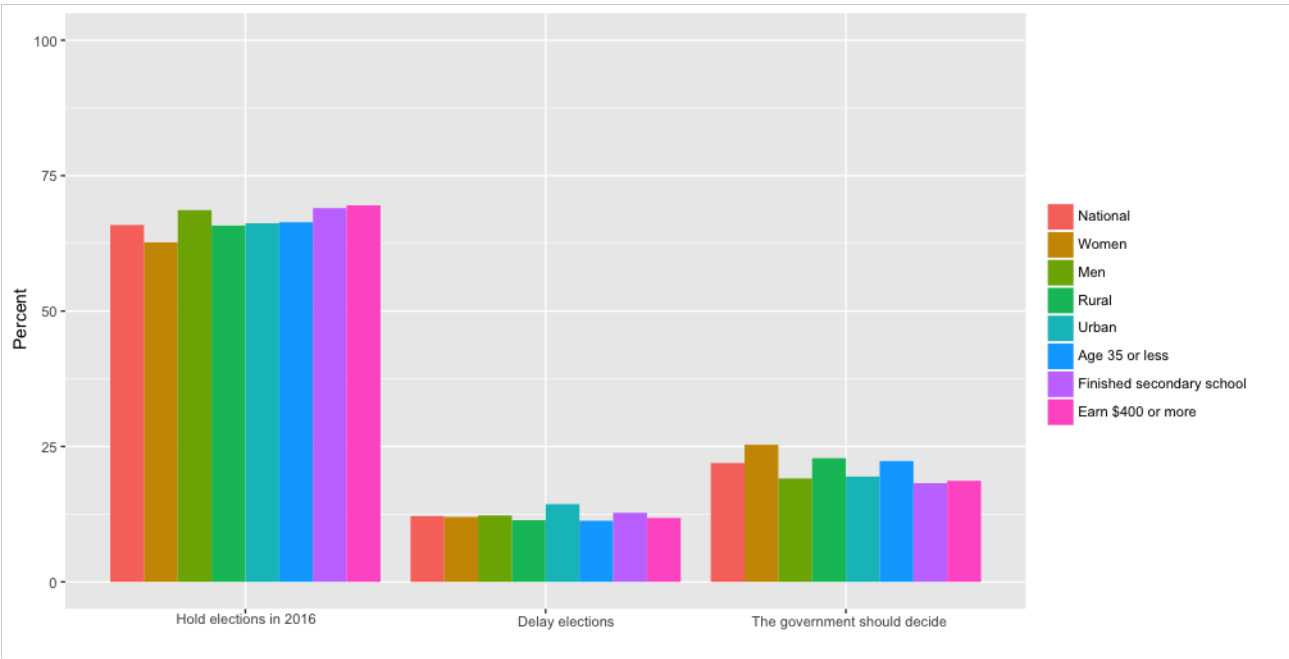


De nombreuses propositions ont été faites concernant le déroulement des élections. Des membres de la coalition actuellement au pouvoir ont dit à plusieurs reprises qu'ils préféreraient avant tout des élections locales--ce qui était prévu par la Constitution de 2006 mais n'a jamais été appliqué--une opinion que partage le président de la Commission électorale. Cependant, l'opposition craint que cela ne retarde les élections présidentielles, qui sont plus importantes. Les personnes sondées ont clairement pris le parti de l'opposition: 65,8% ont dit que les élections du Parlement national et présidentielles devraient avoir lieu en priorité même si cela signifiait un report des élections locales. 12% des sondés ont dit que les élections locales devraient se tenir en premier et 22% ont répondu que c'était au gouvernement de décider.¹⁰

MODIFIER LA CONSTITUTION

On a demandé aux personnes interrogées si elles étaient favorables à une révision de la Constitution qui permettrait à Kabila de briguer un mandat supplémentaire. Même si le gouvernement n'a jamais ouvertement demandé une telle réforme, de nombreux responsables du parti actuellement au pouvoir en ont suggéré l'idée. La réponse a été claire: seulement 15,8% se prononcent pour une modification de la Constitution.¹¹ Ce chiffre correspond parfaitement au nombre de personnes exprimant leur soutien à un candidat de la coalition au pouvoir (17,5%). La majorité des sondés qui ne savaient pas pour qui voter--ou qui ne voulaient pas dévoiler leur préférence politique--semblait opposée à une modification de la Constitution.

Les questions de classe sociale, de religion ou de division ville-campagne ont eu peu d'effets sur la réponse à cette question. Concernant le soutien aux candidats, la géographie est un facteur important: les provinces du Sankuru (56%), du Lualaba (45,6%) et du Haut-Katanga (28,8%) sont apparues beaucoup plus favorables à une révision de la Constitution, ce qui, là encore, correspond à des régions qui soutiennent fortement le Président Kabila en général.¹²

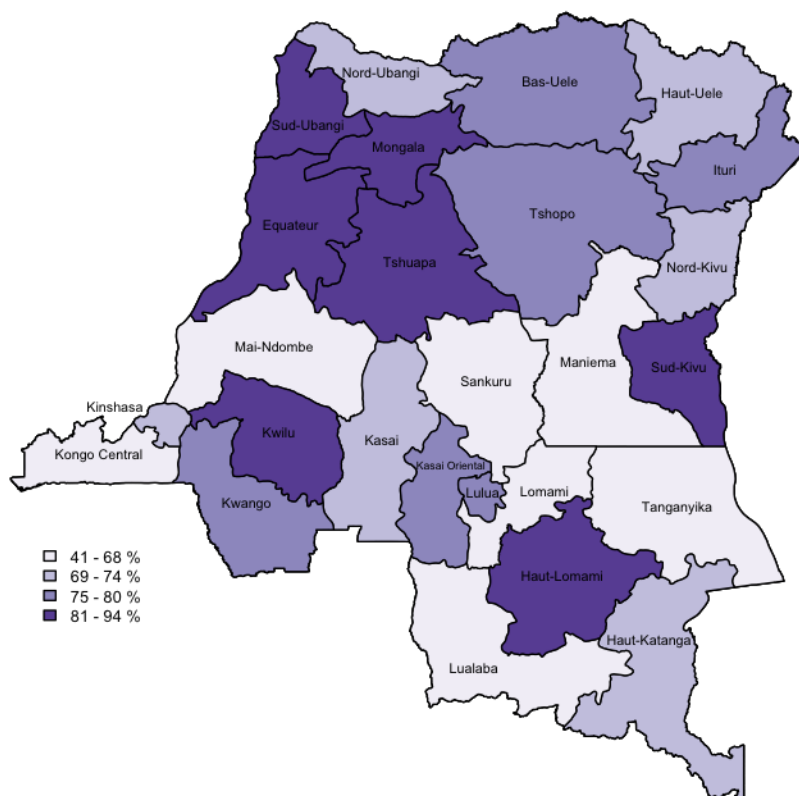


QUE DEVRAIT-IL SE PASSER LE 20 DÉCEMBRE 2016?

Le 11 mai 2016, la Cour constitutionnelle a rendu une décision stipulant que si les élections n'avaient pas lieu à temps, le Président Joseph Kabila pourrait rester au pouvoir jusqu'à ce que des élections soient organisées. L'opposition a dénoncé cette décision et une grande partie de ses membres exige que Kabila quitte ses fonctions à la fin de 2016.

Nous avons abordé cette décision controversée dans le sondage. On a demandé aux participants si Kabila devait quitter ses fonctions à la fin de 2016, au terme de son mandat constitutionnel, ou s'il pouvait rester jusqu'à ce que de nouvelles élections soient organisées.¹³

SCHÉMA 7: KABILA DEVRAIT QUITTER SES FONCTIONS LE 20 DÉCEMBRE 2016.



Une fois de plus, la réponse a été claire: 74,3% des personnes sondées ont déclaré que le Président Kabila devrait quitter ses fonctions à la fin de l'année 2016. On peut observer les mêmes différences entre les provinces, mais elles sont nuancées. Par exemple, dans le Maniema, les sondés sont relativement tolérants (53,8%) envers le fait que Joseph Kabila puisse rester jusqu'à de nouvelles élections, mais ne veulent pas d'une modification de la Constitution lui permettant de briguer un troisième mandat (10,8%).

LE DIALOGUE POLITIQUE

En novembre 2015, le Président Joseph Kabila a annoncé la tenue d'un dialogue politique entre la coalition au pouvoir, l'opposition et la société civile pour discuter du processus électoral. Le 1er septembre 2016, lorsqu'il a finalement pu commencer, ce dialogue n'était plus qu'un forum par lequel le gouvernement tentait d'obtenir un consensus sur le fait de retarder les élections et de mettre en place un gouvernement provisoire pour gérer le pays jusqu'à la date des nouvelles élections.

Le dialogue a divisé l'opposition politique: l'Église catholique, certaines organisations de la société civile et plusieurs partis politiques mineurs, dont l'UNC de Vital Kamerhe, ont, dans un premier temps, décidé d'y participer. La majorité de l'opposition, dont l'UDPS d'Étienne Tshisekedi et la coalition du G7, proche de Moise Katumbi, ont boycotté les négociations. Le 18 octobre 2016, une partie de l'opposition dirigée par Kamerhe et le gouvernement, ont conclu un marché pour organiser des élections en avril 2018 et pour nommer un premier ministre issu de l'opposition.

Cette enquête publique a été menée avant cet accord et, dans la majeure partie du pays, avant même que le dialogue ait été initié. 58% des personnes interrogées ont répondu que l'opposition et la société civile devraient participer à un dialogue d'une telle importance «pour apaiser le climat politique et trouver des solutions aux problèmes de la nation», alors que 24,1% n'étaient pas d'accord avec cette déclaration. D'une certaine manière, celle-ci est sujette à interprétation--même Tshisekedi et Katumbi insistent sur le fait qu'ils veulent un dialogue mais ils exigent que certaines conditions soient d'abord réunies avant de venir s'asseoir à la table des négociations.¹⁴

Cependant, ils sont peu à sembler avoir confiance dans le processus qui s'est déroulé à Kinshasa. Seulement 25,1% font confiance au facilitateur nommé par l'Union africaine pour le dialogue, Edem Kodjo, qui est accusé de manque de neutralité politique. 44% ne lui font pas confiance alors que 25,9% ne le connaissent pas.¹⁵

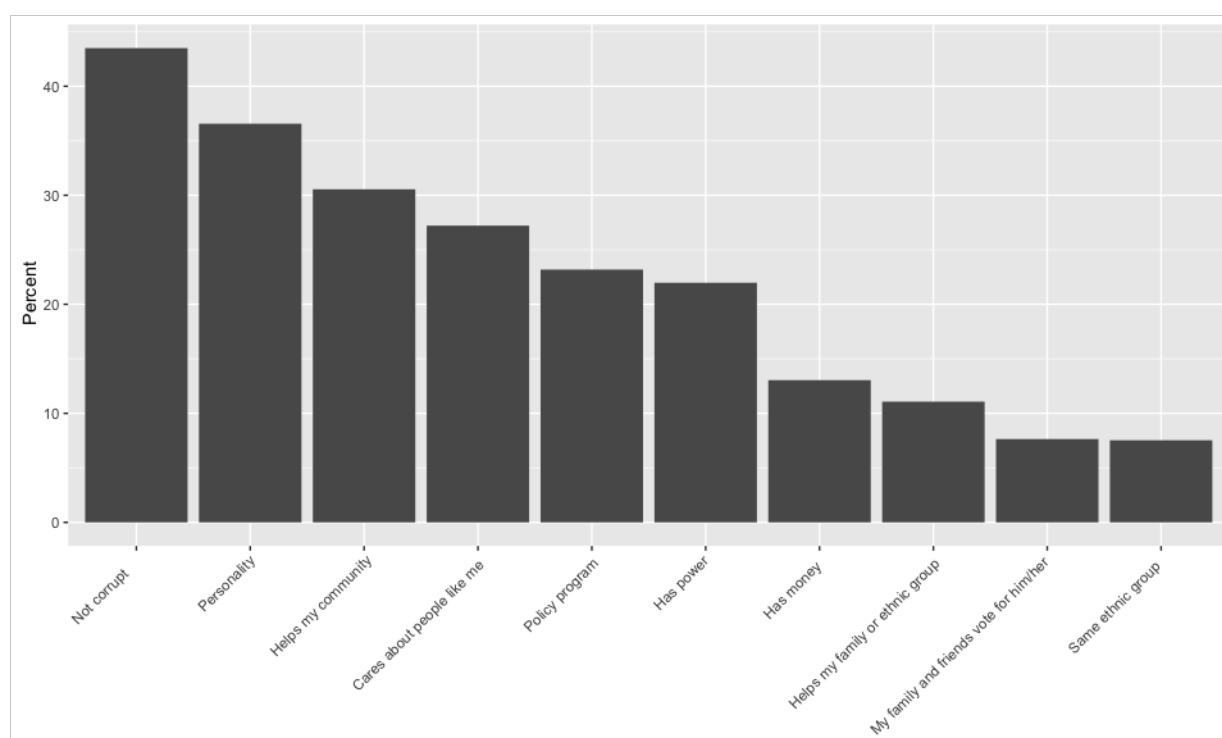
Il est difficile de sonder une cible mouvante et le débat national au sujet du dialogue politique a évolué pendant les quatre mois qu'il nous a fallu pour mener à bien ce sondage. Néanmoins, les opinions exprimées sont restées relativement cohérentes entre mai et septembre 2016.

LES PRÉFÉRENCES POLITIQUES

Quelles sont les priorités des gens au moment de prendre des décisions concernant les élections? La démocratie est toujours en gestation au Congo--il s'y est tenu deux scrutins majeurs, l'un en 2006 et l'autre en 2011. En 2006, les électeurs sont allés voter deux fois pour un président et des députés nationaux et provinciaux. Les députés provinciaux du Parlement ont alors élu indirectement les gouverneurs et les sénateurs.

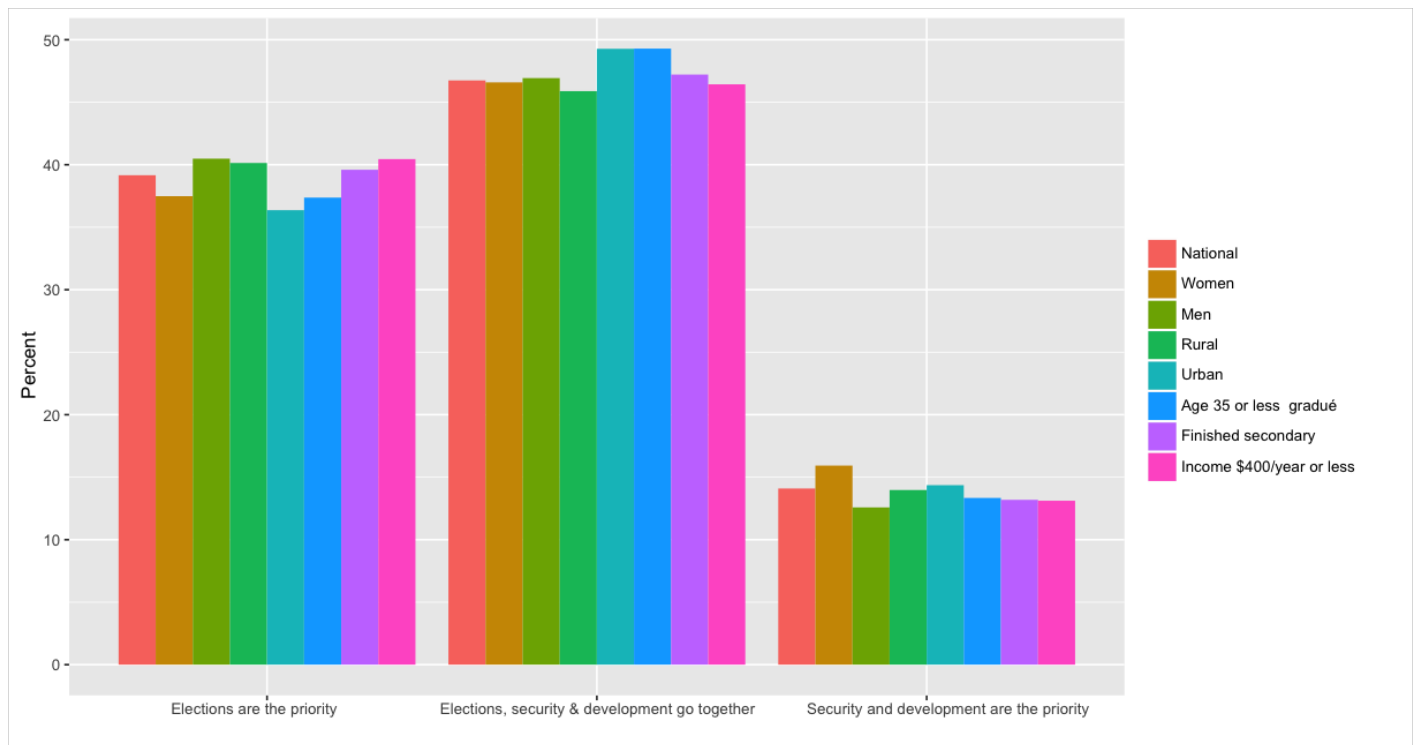
Pour les personnes interrogées, la probité du candidat était le facteur le plus important.¹⁶ Quand on leur a demandé quels trois critères influençaient le plus leur choix, 43,4% ont répondu qu'il était important que le candidat ne soit pas corrompu, 27,2% ont dit que le candidat devait «se préoccuper des personnes comme moi.» Cependant, la personnalité et le charisme étaient aussi un sujet crucial (35,5%), et un nombre important de personnes ont répondu franchement qu'elles voulaient un candidat qui puisse distribuer de l'argent à la population (13%), qui ait beaucoup de pouvoir (21,9%), qui appartienne au même groupe ethnique que le leur (7,5%) ou qui soit capable d'aider leur famille ou leur groupe ethnique (11%). Autrement dit, les motivations sont complexes et les électeurs sont parfois guidés par des impulsions contradictoires.

SCHÉMA 8: QUEL EST LE FACTEUR QUI VOUS INFLUENCE LE PLUS AU MOMENT DE CHOISIR LE CANDIDAT? [LES SONDÉS POUVAIENT EN CHOISIR PLUS D'UN]



Un dicton populaire congolais dit: «Les élections ne se mangent pas» et le pain quotidien politique montre souvent que la population donne priorité au développement et à la sécurité plutôt qu'aux élections. Nous avons posé la question suivante: «Le pays est confronté à de nombreux défis, dont la pauvreté, un processus électoral compliqué et un conflit violent. Quelles sont vos priorités au moment de voter ?» A savoir: si les questions de sécurité et de développement devaient avoir la priorité sur les élections, si ces différents défis allaient de pair, ou si les élections étaient la question la plus importante. Les résultats étaient clairs: la plupart des sondés (46,7%) ont eu le sentiment que ces trois questions étaient liées et devaient être traitées en même temps, 39,1% ont dit que les élections étaient plus importantes que n'importe quelle autre considération et seulement 14% ont répondu que les questions de sécurité et de développement étaient prioritaires par rapport aux élections. Même les provinces qui subissent une violence endémique, telles que le Sud-Kivu (43%)

et qui sont très pauvres, telles que le Mai-Ndombe (72,4%), ont considéré les élections comme la priorité absolue. Pour une population qui a du mal à joindre les deux bouts et doit faire face à une insécurité omniprésente, ces résultats étaient remarquables.



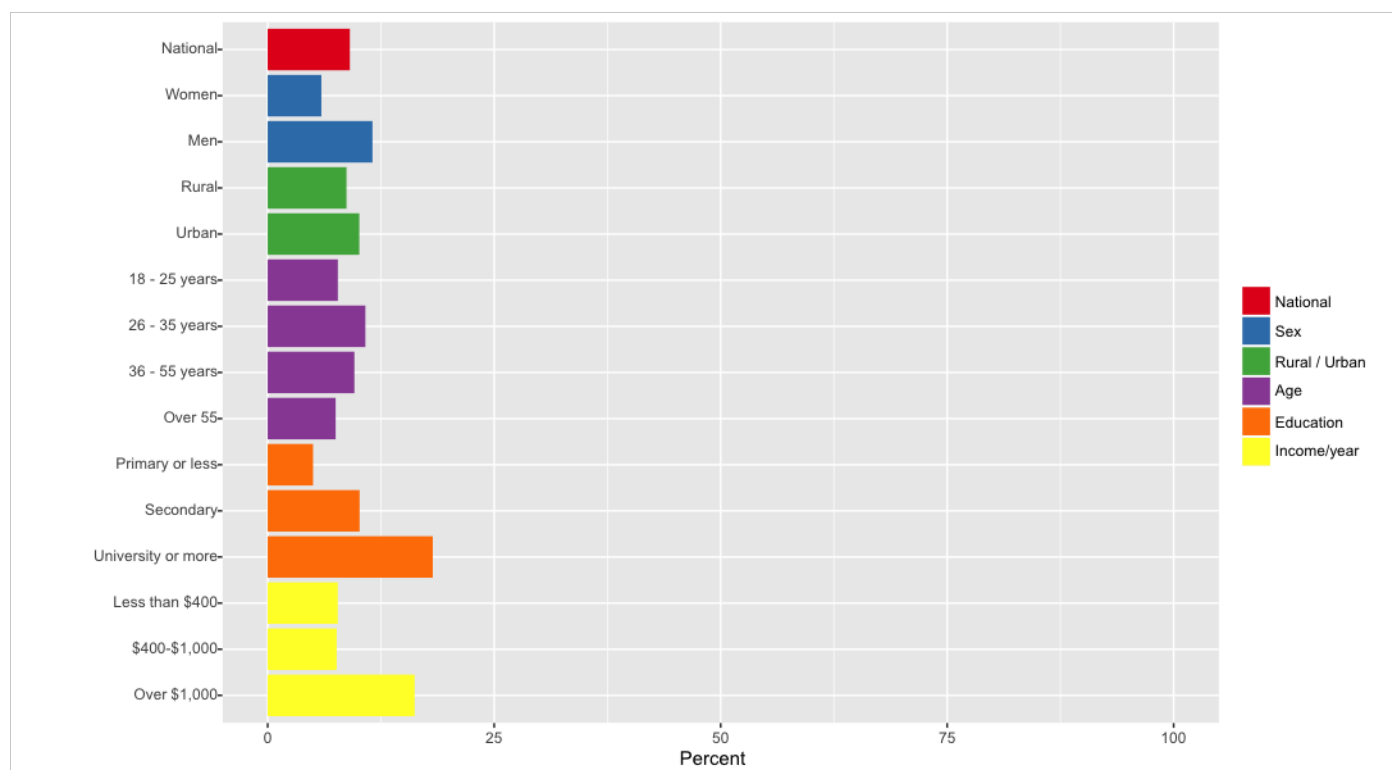
LES PROTESTATIONS POLITIQUES ET L'ACTIVITÉ POLITIQUE

Les manifestations politiques pacifiques existent depuis des décennies au Congo. Cependant, l'opposition et la société civile ont du mal à se mobiliser face à la répression. De plus, le gouvernement a accusé des manifestants de violence et d'indiscipline.

Afin d'évaluer combien de personnes ont participé à des manifestations, nous avons demandé aux personnes sondées si elles avaient déjà participé à des marches protestataires, des grèves ou à des manifestations durant les cinq dernières années--7,6% ont répondu par l'affirmative.¹⁷ Bien que ce pourcentage reste faible, il révèle tout de même que plusieurs millions de personnes ont probablement pris part à un acte de contestation sociale, quel qu'il soit.

Le fait de rendre compte d'événements qui ont pu avoir lieu des années plus tôt peut souvent aboutir à des imprécisions ou amener les personnes interrogées à faire prévaloir les émotions du moment sur leurs expériences vécues. C'est pourquoi le résultat suivant est sans doute plus intéressant. Nous avons demandé aux mêmes personnes si elles participeraient à une manifestation en cas de fraude électorale ou d'élections reportées, ou des deux à la fois--48,5% ont répondu de manière affirmative, ce qui représente une augmentation spectaculaire.¹⁸

SCHÉMA 9: J'AI PARTICIPÉ À UNE MANIFESTATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



Cela ne veut pas dire que toutes ces personnes participeraient effectivement à une manifestation. Nombreux sont les facteurs qui peuvent influencer une telle décision: l'éventualité de réactions violentes et répressives, les pertes économiques engendrées par une journée sans salaire, et les décisions des amis et de la famille, pour n'en citer que quelques-uns. Cependant, cela donne une idée du comportement des gens vis-à-vis des mouvements de protestation populaires.

Nous avons aussi interrogé ces personnes sur leur tolérance envers la contestation populaire. «Depuis 2015, plusieurs groupes de jeunes ont été arrêtés à Kinshasa et à Goma pour avoir organisé ou participé à des manifestations, des mouvements de protestation ou à des *villes mortes* contre le gouvernement». 57% des personnes sondées ont répondu que ces jeunes défendaient leurs droits à la liberté d'expression et de réunion; 16%, que ce genre de manifestations pouvait créer des problèmes et déstabiliser le pays; enfin, 27,2% ont avoué qu'ils ne connaissaient pas suffisamment la situation pour pouvoir donner leur opinion.

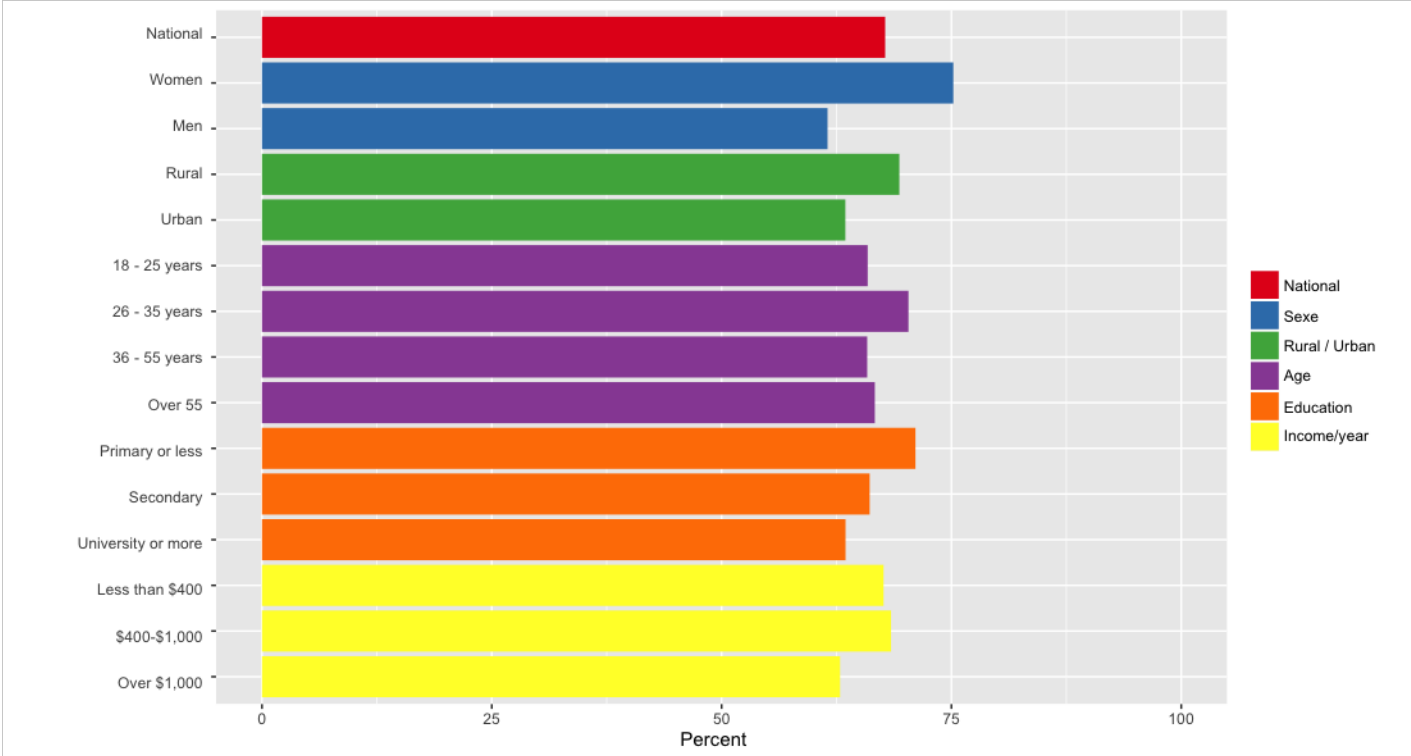
Le sondage dévoile aussi des niveaux élevés d'activité politique et d'organisation (ce qui fournit une indication du capital social), en particulier dans certaines régions. 21% des gens à Kinshasa ont déclaré avoir participé à une activité organisée par un parti politique, et les pourcentages dans le Maniema (36,5%), dans l'ancienne Province Orientale (31,4%) et dans les anciens Kasais

(environ 25%) étaient encore plus élevés. La proportion d’emplois formels étant faible, les taux de participation dans les activités des syndicats se sont révélés étonnamment élevés dans l’ancienne Province Orientale (22,4%), dans le Sud-Kivu (14,5%), et dans les Kasais (environ 15%), bien que le terme « syndicat » puisse parfois faire référence à d’autres organisations non gouvernementales.¹⁹

LES QUESTIONS DE GENRE

Les femmes doivent faire face à des discriminations constantes dans la société congolaise et sont affectées de manière disproportionnée par la violence et la pauvreté. La Constitution prévoit que le gouvernement intègre la parité hommes-femmes dans les institutions nationales, mais le pouvoir législatif n’a fait passer aucune loi pour mettre cela en application. Dans le corps législatif de 2007 à 2011, seulement 8% des parlementaires et 11% des ministres du gouvernement étaient des femmes.

SCHÉMA 10: GARANTIE QUE LA MOITIÉ DES CANDIDATS À LA FONCTION PUBLIQUE SONT DES FEMMES



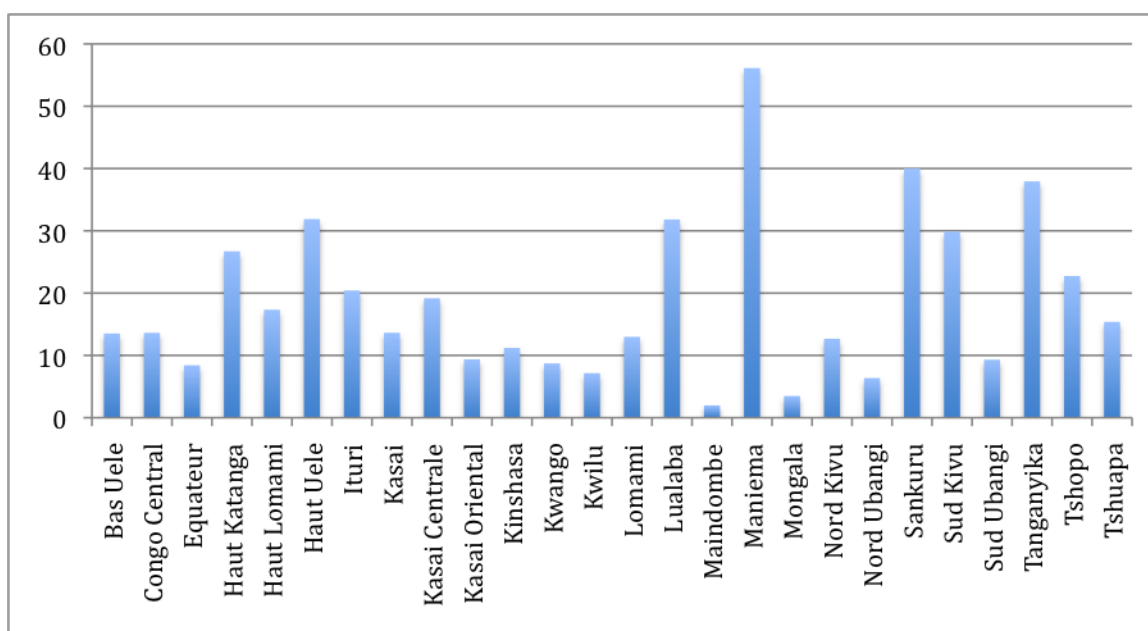
Le sondage incluait plusieurs questions visant à comprendre la perception du rôle de la femme dans la société. Les Congolais souhaitent généralement voir les femmes accéder à un rôle plus important: 80,7% ont dit que les femmes devraient entrer en politique (8,9% ont déclaré le contraire), 64,6% de ceux qui ont exprimé leur accord, ont déclaré que des efforts étaient à faire pour garantir que la moitié des candidats à une responsabilité politique soient des femmes, et 60,6% ont répondu que les femmes devraient pouvoir se présenter aux élections présidentielles de ce pays.²⁰

Le genre des personnes sondées a eu peu d'impact sur les préférences politiques même si, en général, les femmes étaient plus susceptibles de répondre «je ne sais pas» à toute question d'ordre politique. Néanmoins, elles étaient tout aussi disposées que les hommes à affirmer qu'elles manifesteraient en cas d'irrégularités électorales et à demander que justice soit faite pour les crimes de guerre commis.

LA SÉCURITÉ

Bien que le pays soit officiellement dans une période de post-conflit et que les cinq dernières années aient été témoins de la défaite du mouvement rebelle M23, la plupart des Congolais sont pessimistes quant aux questions de sécurité. 37% des sondés ont déclaré que l'insécurité avait empiré ces cinq dernières années alors que 14,9% ont répondu que la sécurité s'était améliorée (38% ont répondu que rien n'avait changé).²¹

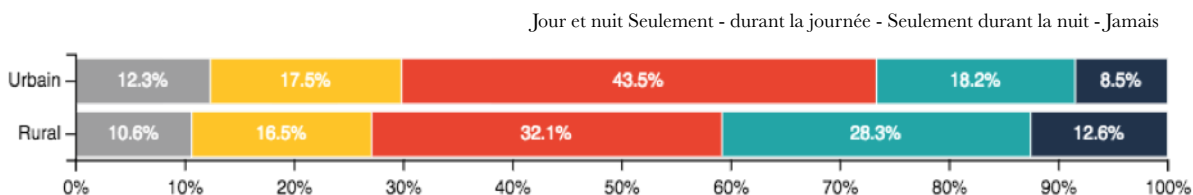
SCHÉMA 11: JE ME SENS PLUS EN SÉCURITÉ AUJOURD'HUI QU'IL Y A 5 ANS.



Bien évidemment, ces commentaires négatifs ont été très nombreux dans le Nord-Kivu Kivu, où 53,1% des personnes sondées ont exprimé le sentiment que l'insécurité avait empiré. Mais il est étonnant de constater qu'il y avait aussi des proportions élevées de réponses négatives dans des provinces ne connaissant pas de conflit militaire: le Mai-Ndombe (72,3%), le Nord-Kivu Ubangi (61%), le Kasai-Oriental (50,7%) et le Kwango (57,7%). En revanche, dans la zone déchirée par les conflits du Sud-Kivu, de manière générale, les gens avaient l'impression que la sécurité s'était améliorée, un sentiment bien plus répandu dans le Maniema. Bien entendu, la question tentait d'évaluer les améliorations relatives, et non pas les niveaux d'insécurité absolue.

Le sentiment d'insécurité était plus élevé dans les zones urbaines, où 43,5% des personnes interrogées ont déclaré ne pas se sentir en sécurité quand elles marchaient seules dans les rues la nuit; le pourcentage était de 32,1% dans les zones rurales.

SCHÉMA 12: VOUS SENTEZ-VOUS EN INSÉCURITÉ QUAND VOUS MARCHEZ DANS VOTRE QUARTIER OU DANS VOTRE VILLAGE?



Peu de personnes ont senti que le travail de l'armée (24%) ou de la police (19,6%) s'était amélioré au cours des dernières années. Le manque de confiance envers l'armée (57,2%) et la police (64,1%) était plus accentué qu'à l'égard de n'importe quelle autre institution gouvernementale.

SCHÉMA 13: L'ARMÉE EST DEVENUE PLUS EFFICACE POUR PROTÉGER LA POPULATION ET SES BIENS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES

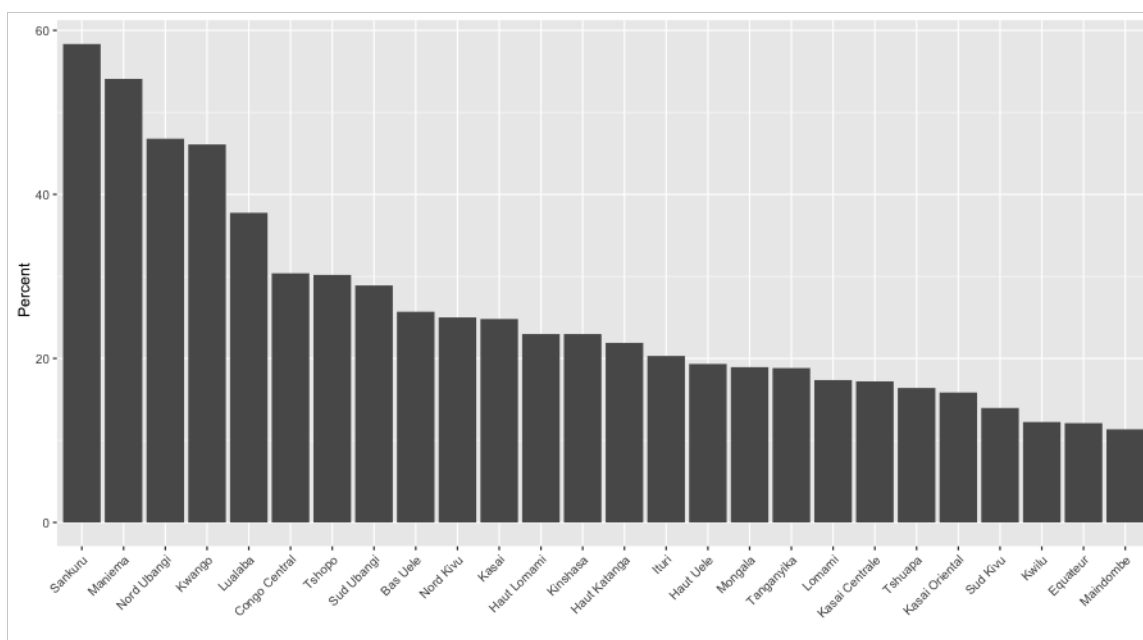
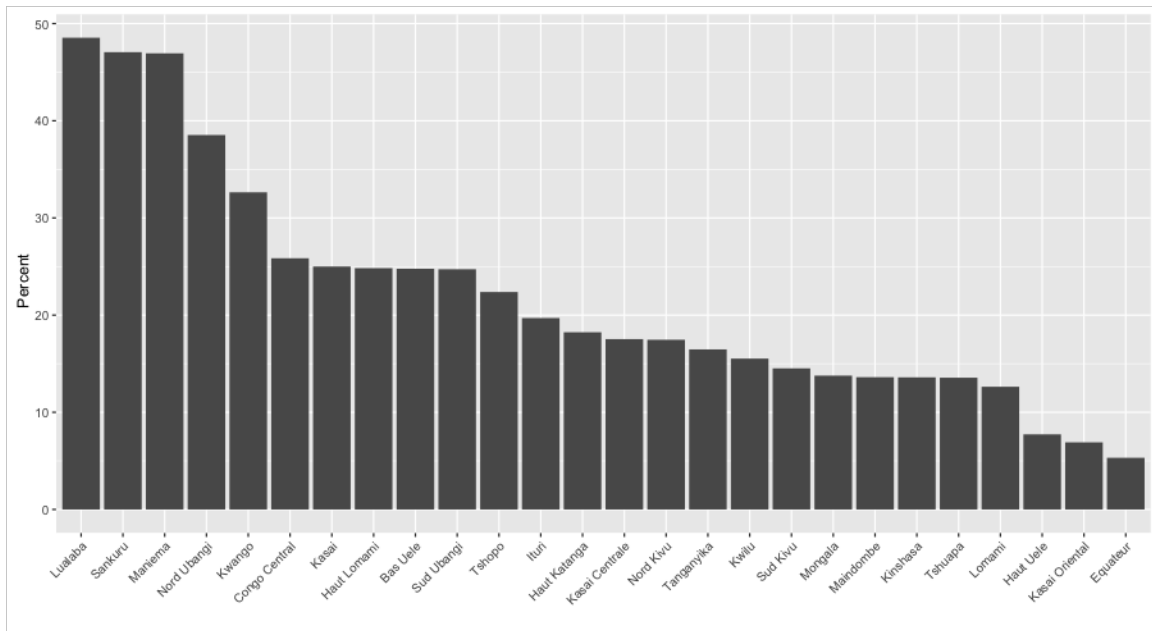


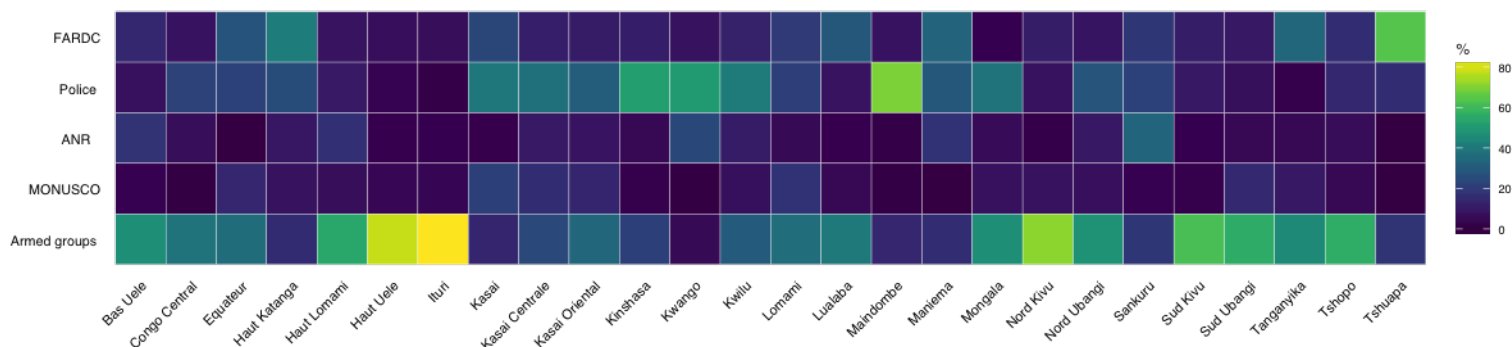
SCHÉMA 14: L'ARMÉE EST DEVENUE PLUS EFFICACE POUR PROTÉGER LA POPULATION ET SES BIENS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES



À la suite du processus de paix, de nombreux bailleurs de fonds ont estimé que la police était plus apte à être réformée puisqu'elle était désormais moins politisée. À cet égard, le sondage donne à réfléchir. Davantage de Congolais (26%) pensaient que le principal responsable de l'insécurité dans leur communauté était la police, plutôt que l'armée (14%). Partout dans le pays, les sondés ont déclaré que les groupes armés représentaient le problème principal (40,2%), bien que ce point de vue ait été beaucoup plus répandu dans les provinces touchées par le conflit que dans des endroits comme Kinshasa, le Mai-Ndombe et le Kwango, où la police est considérée comme la principale cause d'insécurité, ou même dans le Haut-Katanga et le Maniema, où les gens ont mentionné les FARDC.

À la suite du processus de paix, de nombreux bailleurs de fonds ont estimé que la police était plus apte à être réformée puisqu'elle était désormais moins politisée. À cet égard, le sondage donne à réfléchir. Davantage de Congolais (26%) pensaient que le principal responsable de l'insécurité dans leur communauté était la police, plutôt que l'armée (14%). Partout dans le pays, les sondés ont déclaré que les groupes armés représentaient le problème principal (40,2%), bien que ce point de vue ait été beaucoup plus répandu dans les provinces touchées par le conflit que dans des endroits comme Kinshasa, le Mai-Ndombe et le Kwango, où la police est considérée comme la principale cause d'insécurité, ou même dans le Haut-Katanga et le Maniema, où les gens ont mentionné les FARDC.

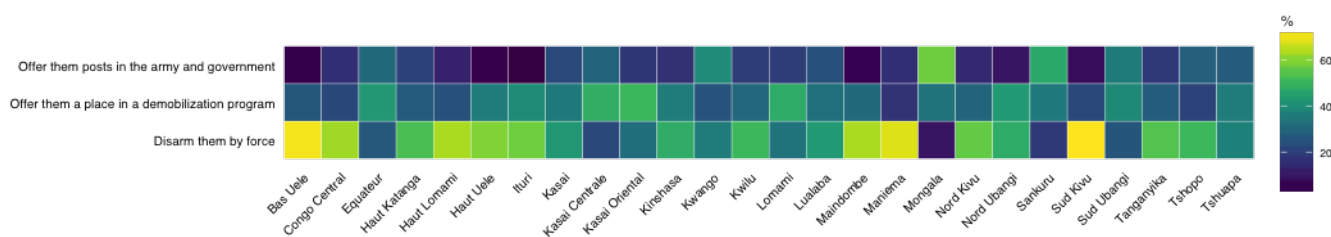
SCHÉMA 15: QUEL EST LE VÉRITABLE RESPONSABLE DE L'INSÉCURITÉ DANS VOTRE COMMUNAUTÉ?



Néanmoins, quand on a demandé aux personnes participant à l'enquête auprès de qui elles iraient chercher de l'aide en cas de crime, la plupart (49,1%) ont répondu qu'elles s'adresseraient à la police, bien que ce pourcentage était moindre dans l'Ituri (36,3%), le Sud-Kivu (35%) et le Nord-Kivu Kivu (35,1%), des provinces où les bailleurs de fonds ont soutenu des programmes de réforme de la police. Cependant, lorsqu'on a demandé aux sondés auprès de qui ils iraient chercher de l'aide en cas de conflit ethnique au sein de la communauté, la plupart (55,4%) ont répondu qu'ils iraient voir les chefs coutumiers, même si ces derniers n'ont aucune compétence juridique dans ce domaine et ne reçoivent pratiquement aucune aide de l'État pour résoudre ces problèmes.

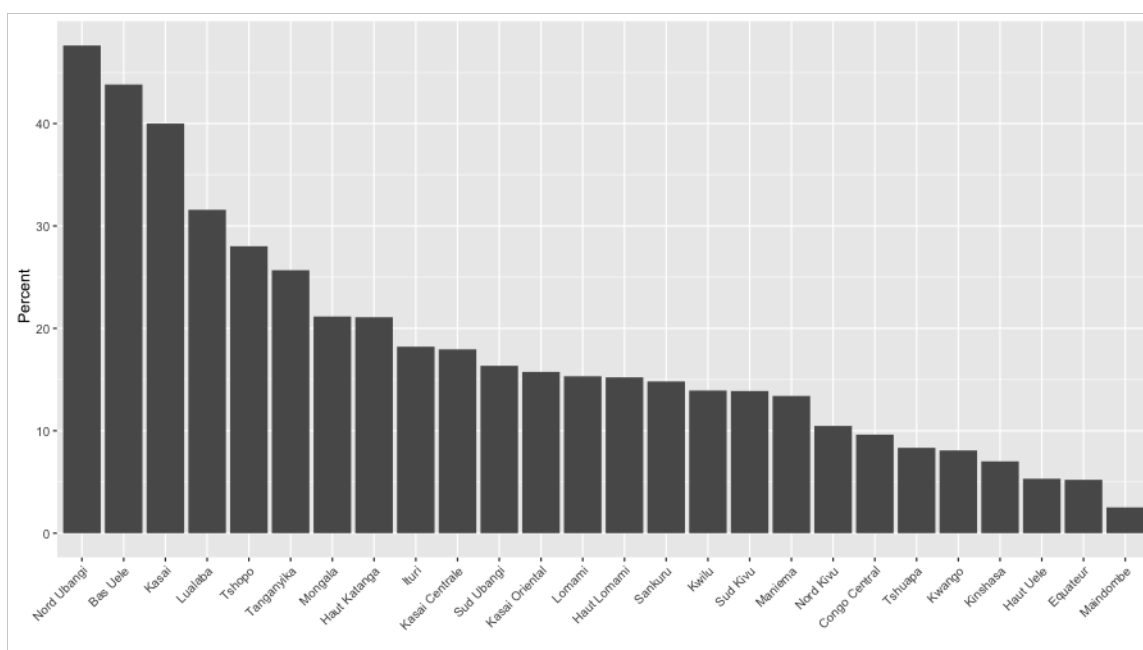
Enfin, lorsqu'on leur a demandé leur opinion sur la manière de régler le problème des groupes armés, les sondés ont répondu qu'il n'était plus question de négocier. Après de nombreuses tentatives d'intégration à l'armée depuis 2003, qui se sont probablement soldées par des postes et des statuts accordés aux groupes armés, la population a déclaré qu'il était temps de privilégier la force militaire. 47% ont répondu que les groupes armés devraient être désarmés par la force--un sentiment qui prédomine dans les zones de l'est du pays touchées par le conflit--alors que 33% étaient favorables à la mise en place d'un programme de démobilisation.

SCHÉMA 16: QUELLE EST LA MEILLEURE FAÇON DE GÉRER LE PROBLÈME DES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS?



Le processus de paix entre 1999 et 2006 a propulsé de nombreux anciens belligérants sur la scène politique nationale et, depuis, beaucoup de politiciens ont été accusés de collaborer avec des groupes armés par intérêt personnel ou pour renforcer leur popularité. Nous avons analysé ce phénomène en demandant aux sondés avec laquelle des déclarations suivantes ils étaient d'accord: «Il est parfois nécessaire de créer un groupe armé pour protéger la population locale» et «Les groupes armés finissent toujours par maltraiter la population et ne devraient jamais être soutenus.» 53% étaient d'accord avec cette dernière déclaration alors que 14,8% acceptaient la première, un pourcentage élevé étant donné que ces personnes ont été interrogées sur le fait de soutenir un phénomène illégal. Dans une proportion similaire (15,1%), les personnes sondées ont déclaré qu'elles voteraient pour des politiciens qui soutiennent des groupes armés. Si l'on considère que ces questions sont un indicateur de radicalisme et de l'acceptation de la violence armée comme instrument politique, on retrouve alors cette tendance de façon très prononcée dans le nord et le sud du pays—dans le Bas-Uele, le Nord-Kivu, l'Ubangi, le Lualaba et le Haut-Katanga.

SCHEMA 17: JE VOTERAI POUR UN POLITICIEN QUI SOUTIEN UN GROUPE ARMÉ DANS LE BUT DE PROTÉGER LA COMMUNAUTÉ



Il semble aussi qu'il y ait eu des changements dans la perception populaire des causes du conflit. Bien qu'il existe peu de sondages sur le sujet, l'idée que le conflit ait été causé par le Rwanda et l'Ouganda avec la complicité des États-Unis était répandue dans le passé. La critique semble désormais viser le gouvernement congolais et la cupidité de certains individus du secteur privé. En réponse à la question «Selon vous, lequel des éléments suivants est actuellement la principale cause de conflit à l'est du Congo?», 32,6% ont dénoncé des institutions corrompues et une armée faible. Quelques personnes ont critiqué l'ingérence occidentale (7,1%) ou l'agression rwandaise (10,8%), bien que de nombreux sondés continuent à penser que le secteur minier est la cause principale de la violence (21,1%). Fait intéressant, dans le Sud-Kivu, une des provinces les plus touchées par le conflit, cette critique concernant la faiblesse et la corruption de l'État était encore plus accentuée.

LA JUSTICE

Nous avons posé une série de questions aux participants concernant la justice: des questions allant de leurs expériences face à la justice au quotidien à la manière dont elle était appliquée dans les hautes sphères de la politique. Dans l'ensemble, les sondés ont exprimé un manque de confiance profond vis-à-vis du pouvoir judiciaire, exigeant en même temps de celui-ci qu'il assume beaucoup plus ses responsabilités face aux crimes de guerre.²²

Seulement 19,9% pensaient que le système judiciaire était indépendant; 23,1%, que tous les Congolais étaient égaux devant la loi; et 38,2%, que le système judiciaire était accessible à tous les Congolais. Un total de 27,2% des personnes sondées ont affirmé qu'elles ou quelqu'un de leur famille avaient déjà été arrêtés de façon arbitraire—un pourcentage très troublant. Les sondés ont répondu que, de toutes les instances gouvernementales, seule la police était plus corrompue que les tribunaux (54,2% pensaient que les tribunaux étaient très corrompus).²²

La plupart des crimes de guerre perpétrés pendant les différents conflits au Congo n'ont pas été jugés, que ce soit dans les tribunaux nationaux ou internationaux, et plusieurs organisations congolaises et internationales ont insisté pour qu'un tribunal chargé d'examiner les crimes de guerre soit créé au Congo. En 2011, le gouvernement a proposé de passer une loi à cet effet, mais cette proposition a été rejetée par le Parlement. Nous avons interrogé les sondés sur ce qu'ils pensaient de la création d'un tribunal chargé de juger les crimes de guerre. 76,4% y étaient favorables et, parmi ces mêmes personnes, 71,4% ont approuvé la présence de juges étrangers au sein de ce tribunal.²³

SCHÉMA 18: JE SUIS FAVORABLE À LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL CONGOLAIS POUR JUGER LES CRIMES DE GUERRE

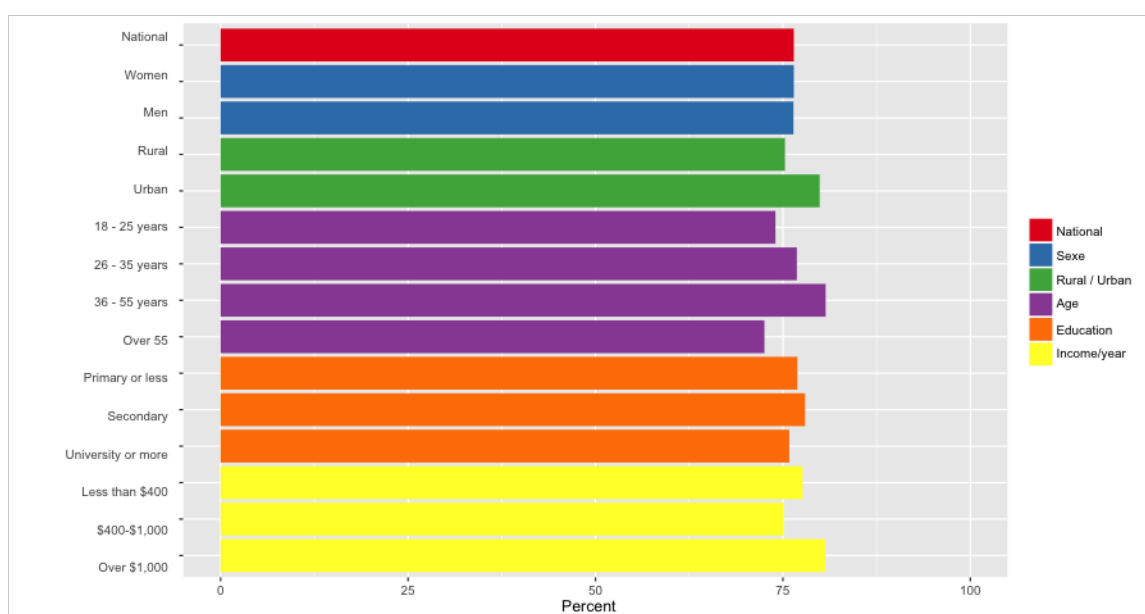
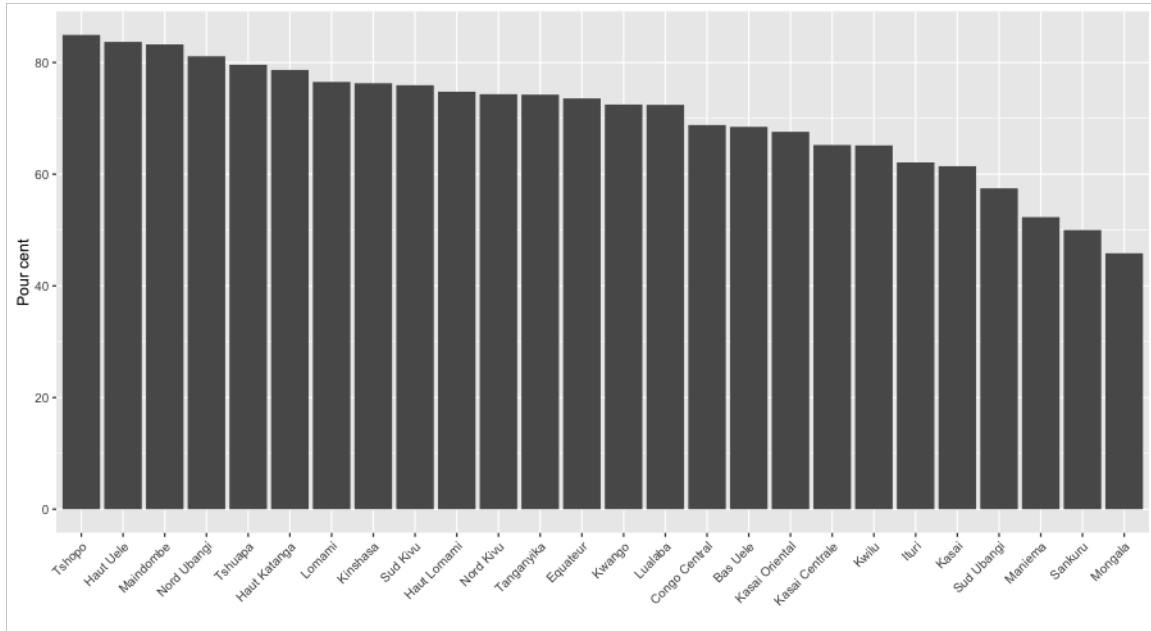
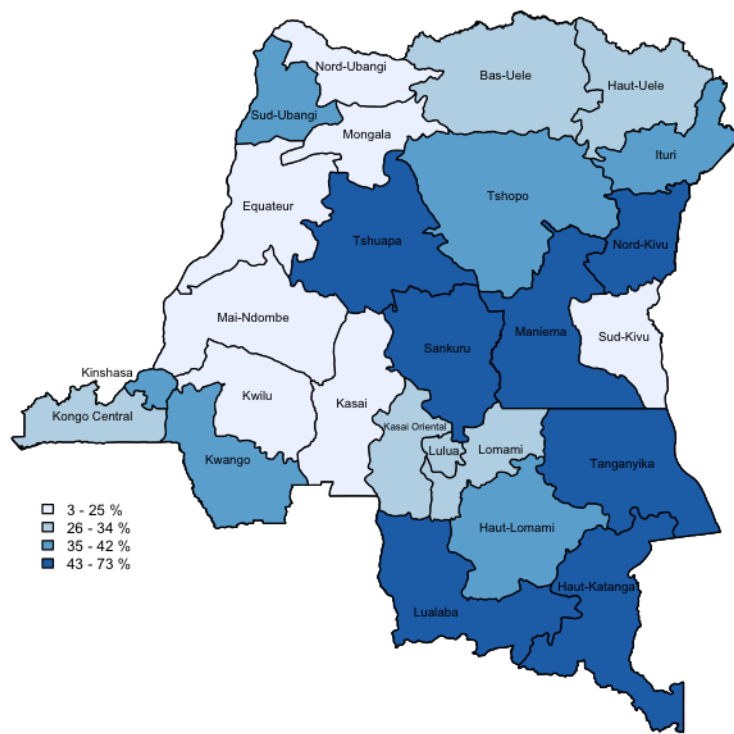


SCHÉMA 19: POUR LA PARTICIPATION DE JUGES ÉTRANGERS À UN TRIBUNAL CHARGÉ DE JUGER LES CRIMES DE GUERRE (PAR PROVINCE)



Cependant, l'opinion des sondés était partagée concernant la justice internationale, en particulier dans le cas des poursuites engagées à l'encontre de l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba, pour les crimes commis par ses troupes en République centrafricaine. Bemba a été condamné à 18 ans de prison en mars 2016, juste avant ce sondage. Seulement 33,2% ont estimé que le jugement était juste et, dans certaines régions du nord, terre natale de Bemba, les résultats ont seulement atteint 3,3% dans le Mongala et 12,8% dans le Nord-Kivu et le Nord-Ubangi.

SCHÉMA 20: JE PENSE QUE LE VERDICT ÉMIS CONTRE JEAN-PIERRE BEMBA ÉTAIT JUSTE



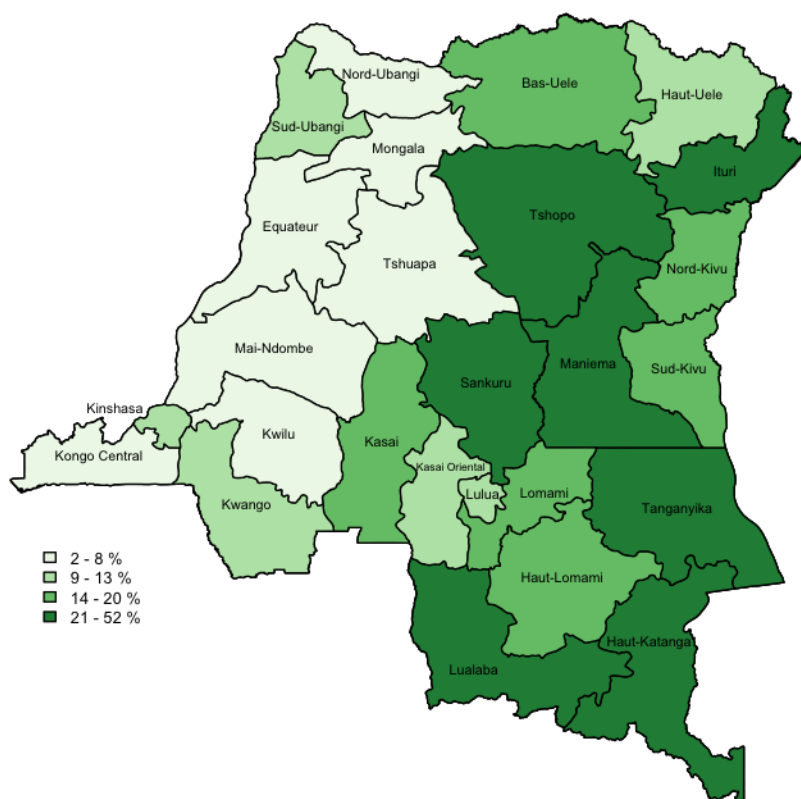
L'ÉCONOMIE

En général, lorsqu'on leur a demandé quelle devrait être la grande priorité du gouvernement, 29,9% des sondés ont répondu que l'économie était prioritaire, ce qui représente un nombre important.²⁴ Jusqu'en 2015, l'économie congolaise avait connu, en moyenne, un taux de croissance annuel de 6% pendant dix ans, un des plus élevés au monde. La production de cuivre est passée de presque rien en 2000 à plus d'un million de tonnes en 2015, faisant de la RDC le plus gros producteur d'Afrique et l'un des plus importants du monde. Malgré les aléas du marché des matières premières, la production d'étain, de tantale, et d'or a aussi augmenté de façon spectaculaire. Depuis son unification en 2003, le pays a aussi bénéficié de centaines de millions de dollars d'investissement dans les secteurs de la banque et des télécommunications.

Cependant, la croissance globale dans le secteur agricole, qui emploie la majorité des Congolais, a été faible. Depuis 2015, le pays a également subi un ralentissement économique prononcé en raison de la baisse des cours des produits de base, ce qui a entraîné une hausse du franc congolais de l'ordre de 25% entre fin 2015 et octobre 2016.

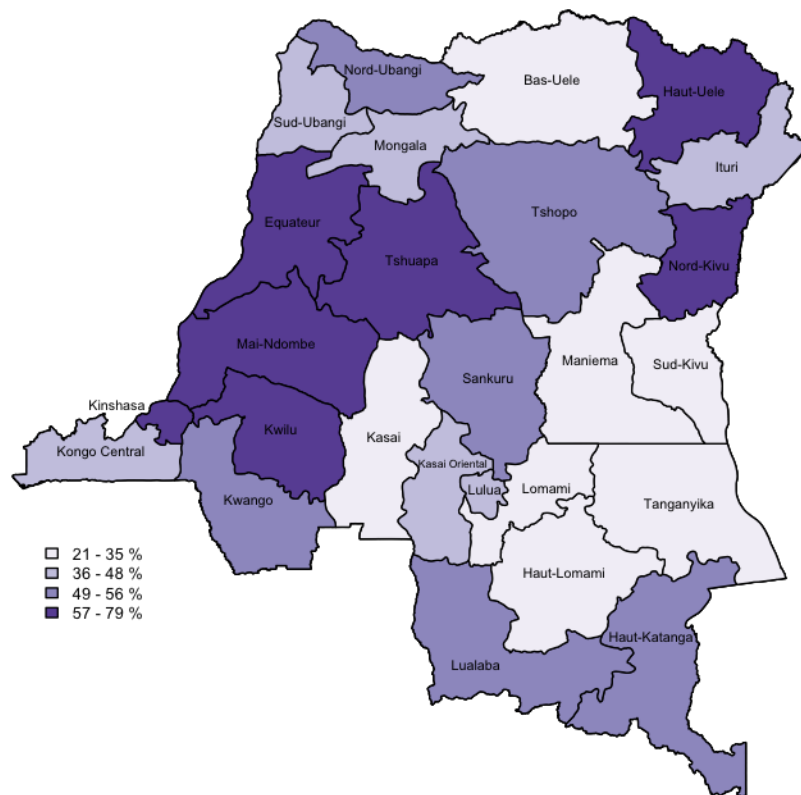
Ces facteurs peuvent expliquer le pessimisme ambiant concernant l'économie: 38% des personnes sondées ont affirmé que leur situation financière avait empiré par rapport à celle d'il y a cinq ans et seulement 13,6% ont répondu qu'elle s'était améliorée, alors que 37,6% ont estimé que rien n'avait changé. Plusieurs facteurs étaient liés aux réponses: la géographie, les préférences politiques et les niveaux de revenu. 21% de ceux qui gagnaient plus de 1000\$ US par an ont répondu que leur situation s'était améliorée. Le constat était le même pour 13,8% des personnes gagnant moins de 400\$ US par an, ce qui confirme que la croissance a été redistribuée de manière inégale. Il est frappant de constater que les sondés de l'est du pays, déchiré par les conflits, étaient plus optimistes quant à leur situation économique que ceux de l'ouest, ce qui peut signifier que ces provinces ont été négligées ou qu'elles ont simplement un potentiel économique moindre. Les provinces où le Président Kabila est populaire manifestent aussi une plus grande confiance dans l'économie: le Sankuru (51,6%) et le Maniema (50%), bien que certaines de ces provinces, comme le Lualaba (36,7%) et le Haut-Katanga (30,5%), soient les mêmes qui ont bénéficié d'investissements considérables dans le secteur minier. Il est donc difficile de déterminer ce qui motive les réponses.

SCHÉMA 21: MA SITUATION ÉCONOMIQUE EST MEILLEURE QU'ELLE L'ÉTAIT IL Y A CINQ ANS



Ces facteurs peuvent expliquer le pessimisme ambiant concernant l'économie: 38% des personnes sondées ont affirmé que leur situation financière avait empiré par rapport à celle d'il y a cinq ans et seulement 13,6% ont répondu qu'elle s'était améliorée, alors que 37,6% ont estimé que rien n'avait changé. Plusieurs facteurs étaient liés aux réponses: la géographie, les préférences politiques et les niveaux de revenu. 21% de ceux qui gagnaient plus de 1000\$ US par an ont répondu que leur situation s'était améliorée. Le constat était le même pour 13,8% des personnes gagnant moins de 400\$ US par an, ce qui confirme que la croissance a été redistribuée de manière inégale. Il est frappant de constater que les sondés de l'est du pays, déchiré par les conflits, étaient plus optimistes quant à leur situation économique que ceux de l'ouest, ce qui peut signifier que ces provinces ont été négligées ou qu'elles ont simplement un potentiel économique moindre. Les provinces où le Président Kabila est populaire manifestent aussi une plus grande confiance dans l'économie: le Sankuru (51,6%) et le Maniema (50%), bien que certaines de ces provinces, comme le Lualaba (36,7%) et le Haut-Katanga (30,5%), soient les mêmes qui ont bénéficié d'investissements considérables dans le secteur minier. Il est donc difficile de déterminer ce qui motive les réponses.

SCHÉMA 22: JE CONNAIS QUELQU'UN QUI A ÉTÉ CONCERNÉ PAR LA BANCARISATION



Nous avons aussi posé des questions sur les deux projets économiques phares que le gouvernement a initiés: la bancarisation, ou la volonté gouvernementale de payer tous les fonctionnaires par virement bancaire, et le grand parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, dans la province du Kwango, projet financé par l'État et inauguré en 2014. Plus de 70% des personnes sondées approuvent la bancarisation, qui a été lancée en 2011, et 48,7% ont répondu qu'elles-mêmes ou quelqu'un de leur entourage avaient été personnellement concernés par ce processus. Cela montre non seulement la popularité de l'initiative, mais aussi le nombre important de personnes travaillant dans le secteur public. Bukanga Lonzo n'a pas connu le même succès: 23,9% ont répondu que c'était un bon projet, une initiative bien menée; 30,3%, que l'initiative était bonne mais mal menée; et 36,3%, qu'ils n'en avaient jamais entendu parler ou qu'ils n'avaient pas d'opinion à ce sujet.²⁵

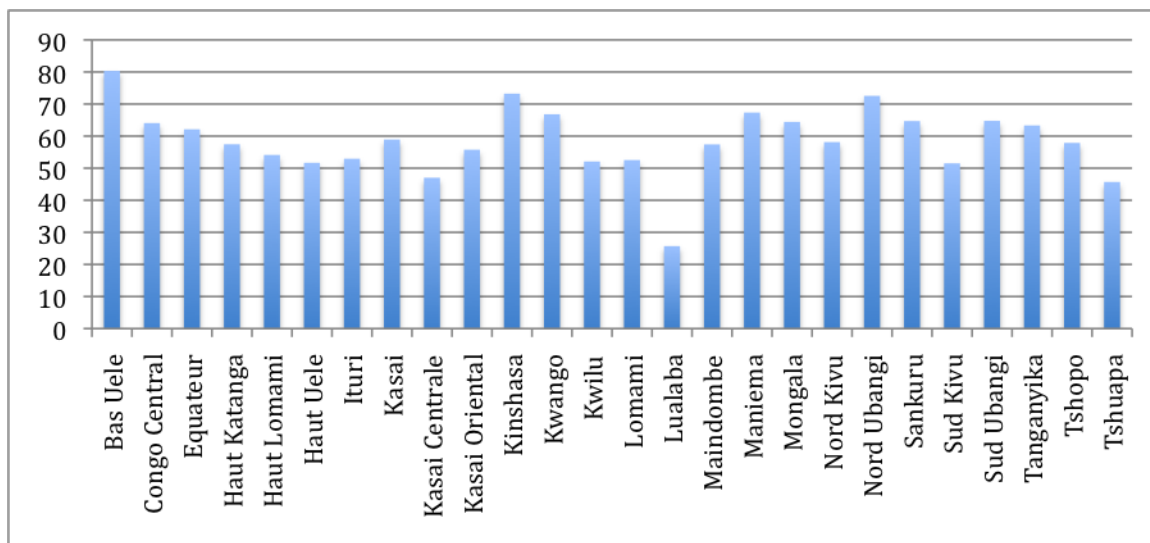
LE NATIONALISME ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Les Congolais ont la réputation d'avoir un fort sentiment de fierté et d'identité nationales. Pourtant, le pays a vécu des mouvements séparatistes dans le Katanga durant les années 1960 et 70, et l'appartenance ethnique est souvent citée comme un facteur influant sur les comportements électoraux.

Le sondage a testé ces notions d'identité et suggère que l'identité nationale est beaucoup plus importante que l'ethnicité, y compris dans les zones rurales. Comme on a pu le constater précédemment, au moment de soutenir un des candidats nationaux--Katumbi, Kabila, Tshisekedi et Kamerhe--le facteur ethnique joue un rôle important sur leurs terres natales. Cependant, dans d'autres parties du pays, les gens choisissent de voter pour l'un d'entre eux au lieu de soutenir activement un politicien issu de leur communauté, ce qui prouve encore une fois que le vote congolais peut-être stratégique et complexe. Ainsi, Katumbi est le candidat le plus populaire dans l'Équateur, le Haut-Uele, le Bas-Uele, le Sud-Ubangi, le Kwango, le Kwilu, la Tshopo et la Tshuapa, bien qu'il n'ait aucune affinité ethnique ou personnelle avec ces endroits.

Nous avons aussi demandé: «Imaginez-vous que vous ayez à choisir entre être congolais ou être membre de votre groupe ethnique». Les sondés pouvaient alors choisir parmi différentes options. 58,4% ont déclaré qu'ils se sentaient seulement congolais ou plus congolais que membre de leur groupe ethnique. D'autres (25%) ont dit qu'ils se sentaient aussi bien congolais que membre de leur groupe ethnique, et seulement 8,7%, qu'ils s'identifiaient davantage ou uniquement à leur groupe ethnique. Les sentiments d'attachement ethnique n'étaient guère plus élevés dans les zones rurales, bien qu'il y ait eu des différences selon les régions. Dans le Lualaba, où le séparatisme katangais touche encore une corde sensible chez les Lunda, 28,6% ont déclaré qu'ils se sentaient davantage ou uniquement membre de leur groupe ethnique. Ce pourcentage était également élevé dans les zones peuplées par les Luba, telles que Lomami (19,6%) et le Kasai-Central (12,4%).

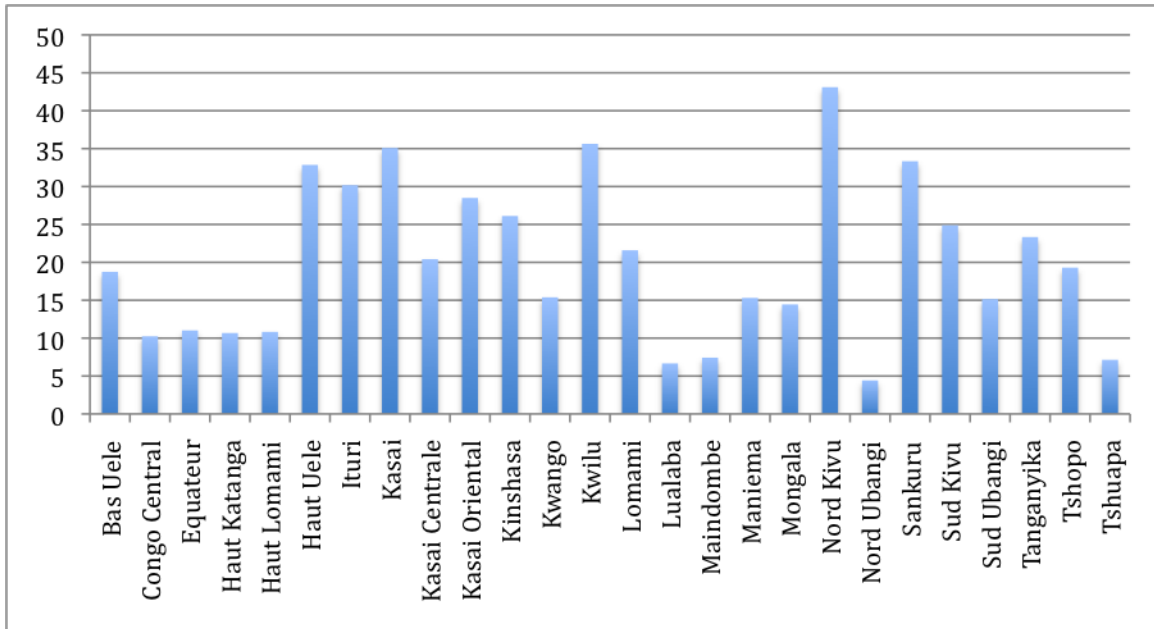
SCHÉMA 23: JE M'IDENTIFIE SEULEMENT COMME CONGOLAIS OU PLUS CONGOLAIS QUE MEMBRE DE MON GROUPE ETHNIQUE



Alors que la plupart des sondés n’ont pas trop mis l’accent sur l’ethnicité, ils pensent que cela reste un problème profondément ancré dans la société. 75% déclarent que le tribalisme est soit la cause principale (25,8%), soit l’une des nombreuses causes (49,2%) de conflits dans le pays. Diverses personnes sondées (32,3%) croient que les affectations dans la fonction publique passent toujours par différents types de discrimination.

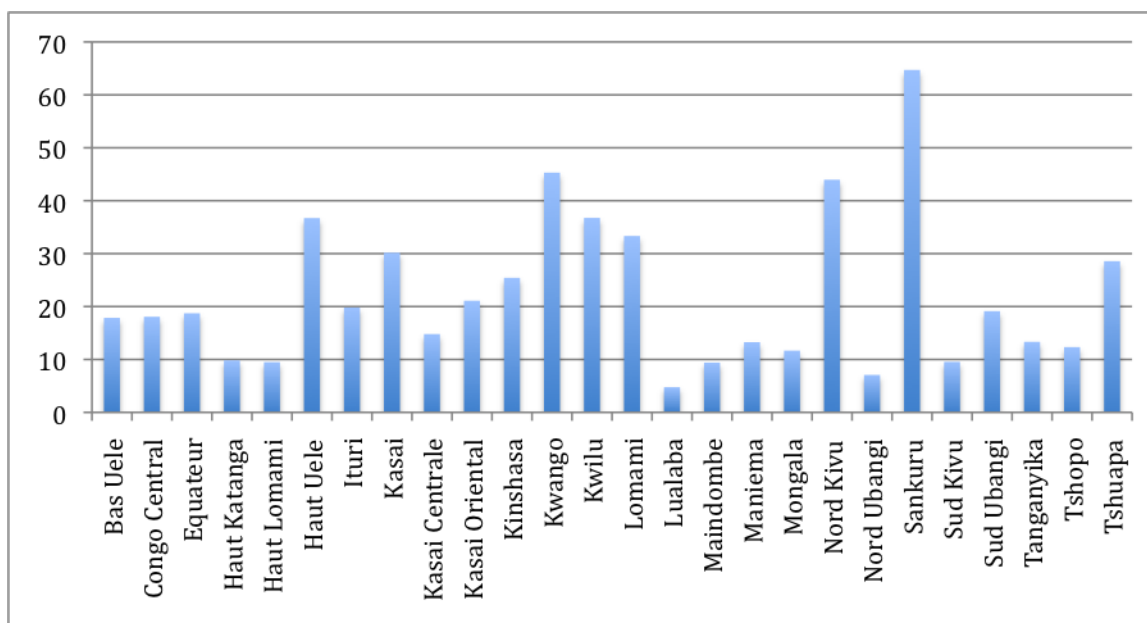
Les politiques identitaires sont particulièrement prépondérantes quand il s’agit des populations parlant le Kinyarwanda du Nord-Kivu Kivu et du Sud-Kivu. Dans le Nord-Kivu Kivu, les Congolais d’origine Hutu et Tutsi sont présents depuis l’époque précoloniale et ont été rejoints par d’importantes vagues d’immigrés rwandais entre les années 1930 et 50. Dans le Sud-Kivu se trouve une population importante de Rundi—qui, du point de vue ethnique, sont souvent identifiés aux Hutu et sont des descendants d’immigrés du Burundi—dans la plaine de la Ruzizi, ainsi qu’une population de Banyamulenge—qui sont, eux, des descendants d’éleveurs Tutsi et Hutu établis depuis au moins le XIX^{ème} siècle—sur les hauts-plateaux de Mwenga, d’Uvira, et sur le territoire de Fizi. Les groupes armés, et particulièrement ceux soutenus par le Rwanda, ont beaucoup recruté parmi ces groupes, exacerbant au passage les tensions avec les autres communautés.

SCHÉMA 24: JE PENSE QUE LES BANYAMULENGE SONT DES CONGOLAIS CONGOLAIS QUE MEMBRE DE MON GROUPE ETHNIQUE



En dépit de leurs profondes racines historiques, la plupart des personnes sondées ne pensaient pas que les membres de ces communautés-là étaient congolais. Seulement 23,2% ont dit que les Banyamulenge étaient congolais, alors que 27,1% ont déclaré qu'il y avait des Congolais d'origine Hutu et 23,8%, qu'il existait des Congolais d'origine Tutsi.²⁶ Les réponses ont varié considérablement d'une province à l'autre. L'acceptation de ces communautés était légèrement plus élevée dans le Nord-Kivu Kivu et extrêmement basse dans le Sud-Kivu.²⁷

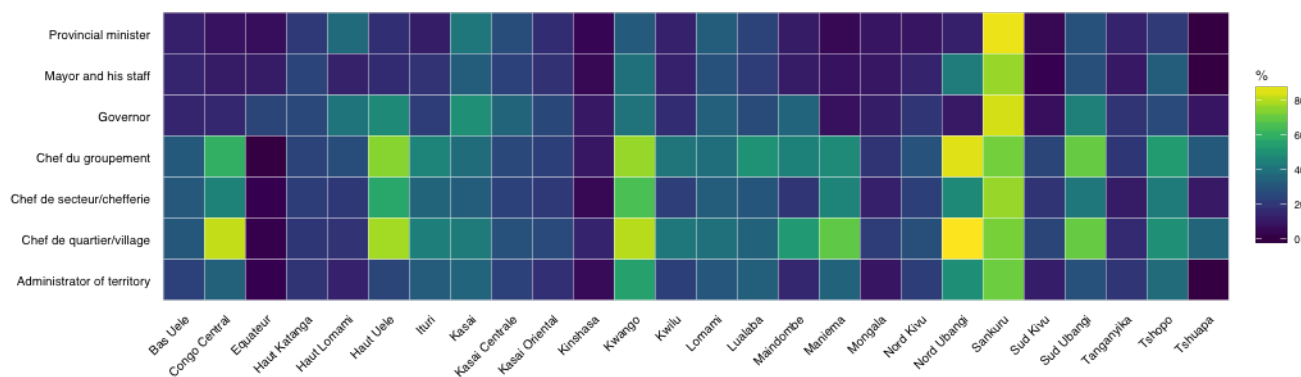
SCHÉMA 25: IL Y A DES TUTSI QUI SONT CONGOLAIS



SOUTIEN AUX DIFFÉRENTES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

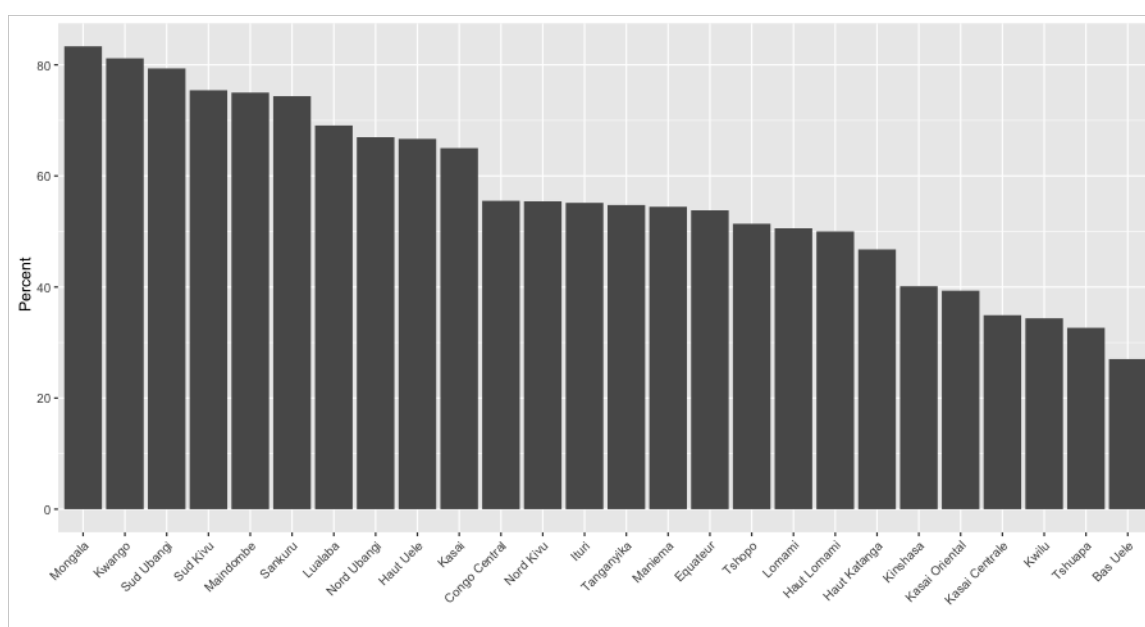
Même si la plupart des Congolais semblent vouloir un changement de gouvernement, leur opinion sur le gouvernement actuel n'est pas trop défavorable. Quand on leur a demandé s'ils approuvaient les actions de différentes instances gouvernementales, environ 44% ont dit qu'ils soutenaient (un peu ou fortement) le Président Kabila, le Premier ministre Matata Ponyo et le gouvernement en général, alors qu'ils soutenaient un peu plus (49,4%) le Président du Sénat, Kengo wa Dondo, et un peu moins (38,4%) le Président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku.

SCHÉMA 26: JE SOUTIENS LE TRAVAIL DE (NOM DU FONCTIONNAIRE)



Cependant, il était encore plus surprenant de constater que les sondés soutenaient en général davantage les institutions locales que les nationales, même si ces institutions géraient seulement une part infime des revenus nationaux.²⁸ Par exemple, un chef de chefferie, qui représente la plus haute autorité parmi les chefs coutumiers, a reçu un taux d'approbation moyen de 64,1%, alors que le chef de village, l'autorité administrative la plus basse, était soutenu à hauteur de 70%. De semblables différences sont apparues quand on a demandé aux personnes sondées si elles avaient le sentiment que les autorités veillaient sur leurs intérêts--24,8% ont répondu que c'était le cas au niveau local et seulement 13,4% au niveau national. Ces résultats, combinés à un taux d'approbation élevé, révèlent les faibles attentes des citoyens congolais envers leur gouvernement.

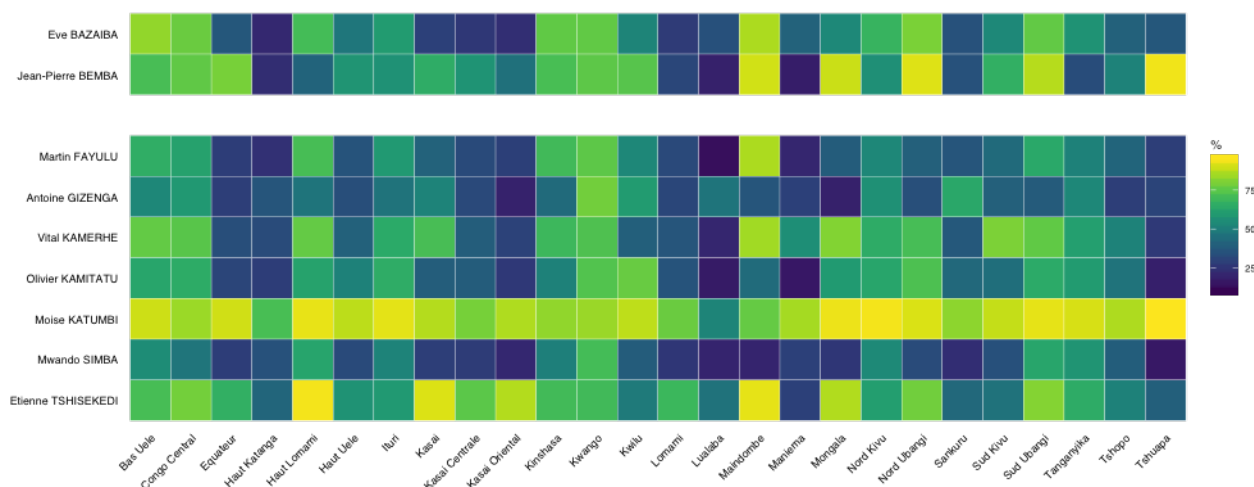
SCHÉMA 27: JE SUIS POUR LE DÉCOUPAGE DES PROVINCES



Cette préférence pour les autorités locales est également apparue au moment d'aborder les questions portant sur la décentralisation. La Constitution de 2006 appelle à une décentralisation du pouvoir et des revenus en créant 26 provinces à partir des 11 initiales et en prévoyant que 40% des revenus nationaux soient gérés au niveau des provinces et des municipalités. Alors qu'une grande partie de ces réformes n'est pas encore appliquée, en 2015, le gouvernement a procédé à la création de nouvelles provinces, connue sous le nom de «découpage».

Dans tout le pays, 55,8% des personnes interrogées ont approuvé ce processus.²⁹ Il a été cependant difficile de discerner les véritables raisons des grandes différences entre provinces. Dans une des nouvelles provinces les plus riches en ressources, le Haut-Katanga, visiblement bénéficiaire du découpage, seulement 46,7% ont soutenu le processus, bien que cela pourrait s'expliquer par le fait que celui-ci ait en réalité affaibli la position du célèbre ancien gouverneur Moïse Katumbi. En revanche, les taux d'approbation étaient très élevés dans des provinces aux assiettes de revenus très basses, telles que la Mongala (83,3%) et le Kwango (81,1%).

SCHÉMA 28: EN GÉNÉRAL, J’AI UNE BONNE OPINION DE (NOM DU CHEF D’OPPOSITION)



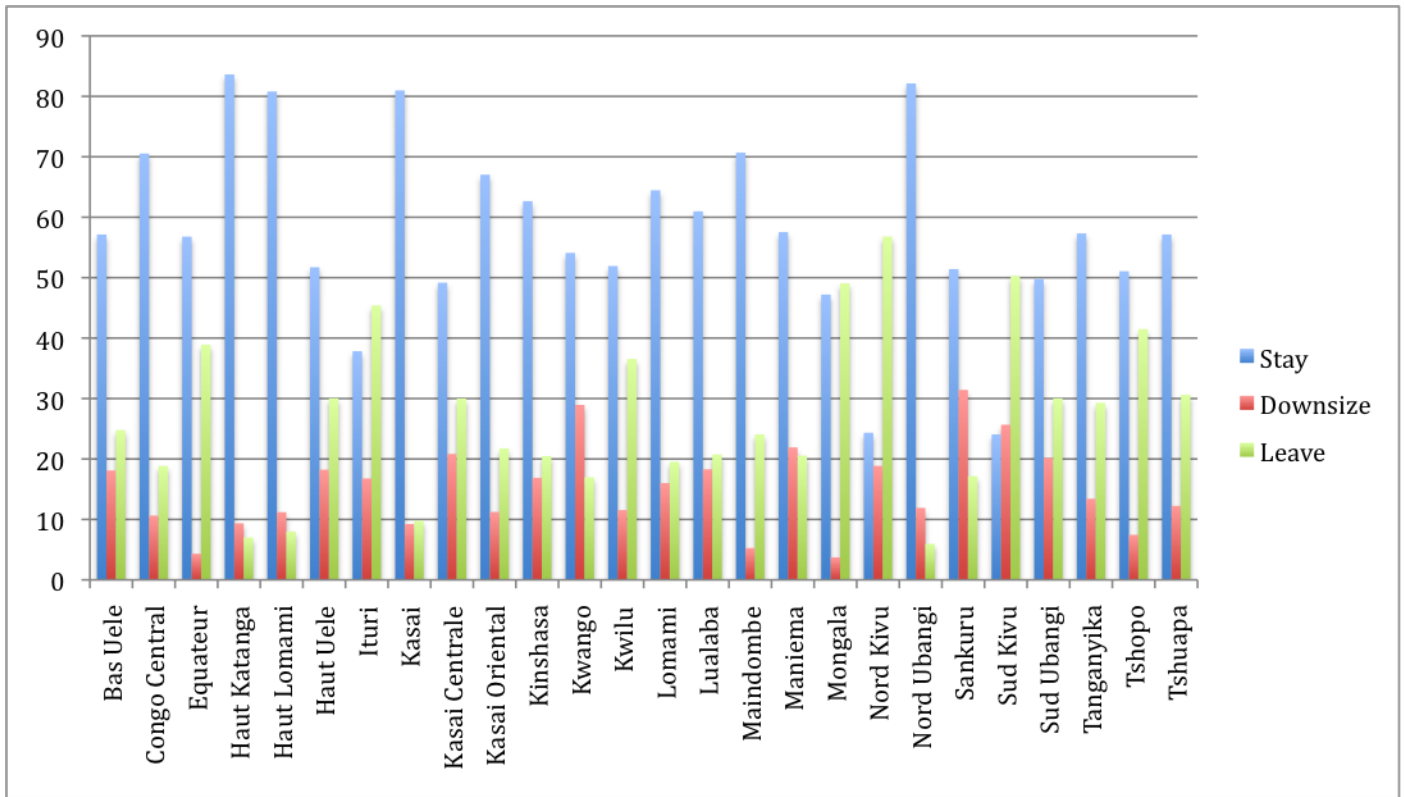
Le sondage a aussi tenté d'évaluer la réaction de l'opinion publique au sujet des chefs de l'opposition. Nous avons constaté avec surprise qu'étant donné le niveau de soutien accordé aux candidats de l'opposition, certains de ces leaders n'étaient pas plus populaires que ceux actuellement au pouvoir. Puisque ces candidats n'exercent aucune fonction publique, la question était légèrement différente: «En général, que pensez-vous des personnes suivantes?» Martin Fayulu et Mwando Simba se sont trouvés dans les limites de l'intervalle de confiance (+/-3%) du Président Kabila. Cependant, ces questions ont révélé des taux d'opinion favorable beaucoup plus élevés pour Vital Kamerhe (56,9%), Étienne Tshisekedi (65,3%) et Moïse Katumbi (85,8%).

LA MONUSCO

La réputation de la MONUSCO et de son prédécesseur la MONUC (1999-2010) connaît des hauts et des bas au Congo. Alors que la MONUC a contribué aux négociations et à l'application d'un accord de paix qui a unifié le pays et a abouti à ses premières élections démocratiques en quarante ans, les missions de maintien de la paix ont été gangrenées par des scandales d'abus sexuels et par des accusations selon lesquelles elles n'avaient pas pris de mesures suffisamment agressives au moment de protéger les civils.

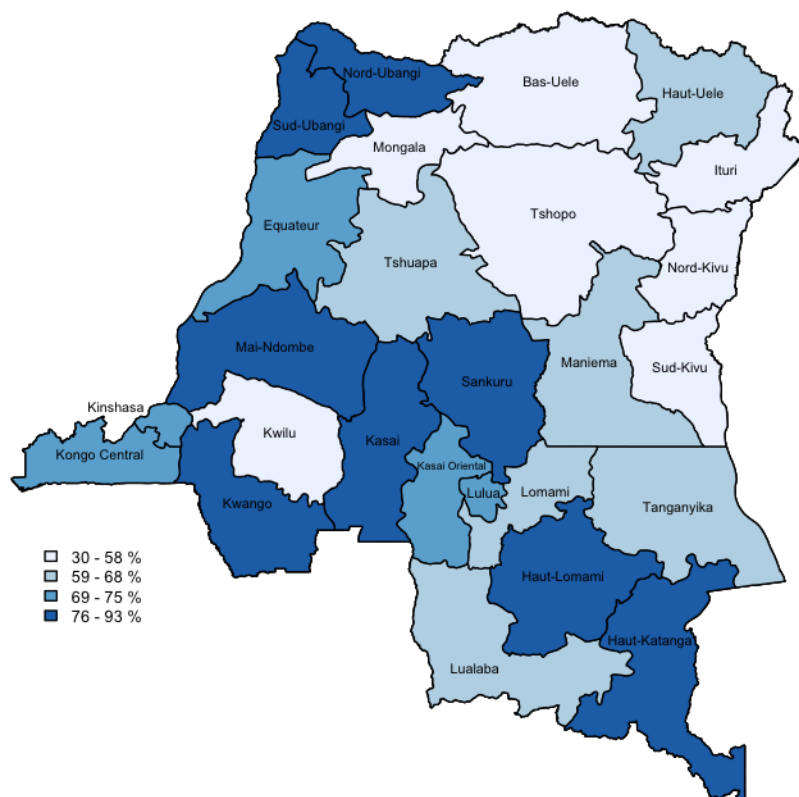
En ce qui concerne la MONUSCO, l'opinion publique est en général divisée: 55,1% pensent que l'organisation doit rester et 29,4%, qu'elle doit partir.³⁰ La MONUSCO est particulièrement impopulaire dans les zones mêmes où elle a déployé la majorité de ses troupes: dans le Nord-Kivu (56,7%), le Sud-Kivu (50,2%) et l'Ituri (45,2%), une majorité de personnes ont estimé que la MONUSCO devrait partir. Un nombre préoccupant de Congolais pensaient aussi que la mission de maintien de la paix était très corrompue (17,4%), un pourcentage qui a atteint les 24% dans les provinces touchées par le conflit. Seulement 36% ont déclaré que la mission n'était pas du tout corrompue.

SCHÉMA 29: LA MONUSCO DOIT-ELLE RESTER, PARTIR OU DIMINUER SES EFFECTIFS?



Les réponses ont été similaires quand on leur a demandé si la MONUSCO protégeait effectivement les civils, ce qui est l'impératif majeur de son mandat actuel. Dans l'ensemble du pays, 63% ont répondu de façon affirmative, mais ce chiffre est beaucoup plus faible dans le Nord-Kivu Kivu (30,2%), le Sud-Kivu (39,2%) et l'Ituri (40,4%).³¹

SCHÉMA 30: LA MONUSCO PROTÈGE EFFICACEMENT LES CIVILS



La MONUSCO a aussi été critiquée pour réagir de façon exagérée aux évènements menaçant la sécurité et pour rechercher constamment le soutien de l'armée congolaise lors d'opérations militaires. Environ 63% des sondés pensaient que les soldats de la paix devraient prendre des mesures unilatérales contre les groupes armés, un pourcentage qui était encore plus élevé dans le Sud-Kivu (71,7%), mais plus faible dans le Nord-Kivu Kivu (54,1%).³²

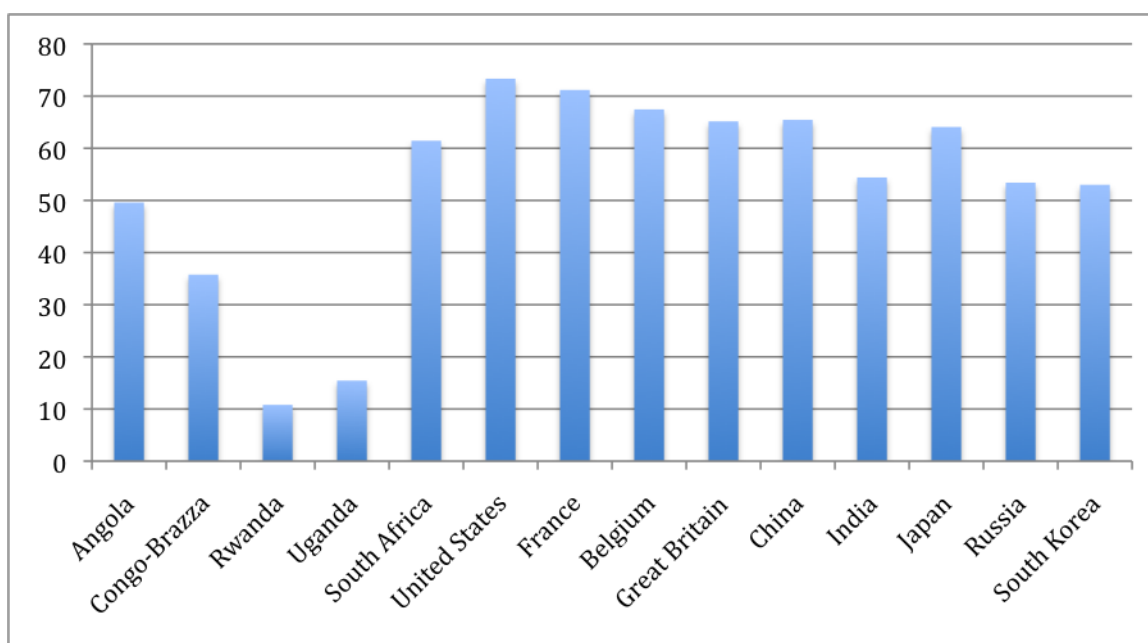
LA PARTICIPATION ÉTRANGÈRE

Le Congo a reçu des milliards de dollars US de l'aide internationale au cours des dernières années et accueille la mission de maintien de la paix la plus importante du monde. Les relations entre le gouvernement et les bailleurs de fonds ont été chaque fois plus tendues ces dernières années. Les États-Unis ont imposé des sanctions à l'encontre de hauts responsables des forces de l'ordre et certains bailleurs de fonds ont durement critiqué le gouvernement concernant ses violations des droits humains et le retard du calendrier électoral.

En dépit des arguments du gouvernement reprochant aux bailleurs de fonds de s'immiscer dans les affaires du pays, dans l'ensemble, les Congolais semblent bien accueillir la participation étrangère dans les affaires politiques. 67% ont répondu que les diplomates étrangers devraient pousser le gouvernement à respecter la Constitution alors que 32,8% ont dit qu'ils ne devraient pas intervenir dans les affaires du pays.

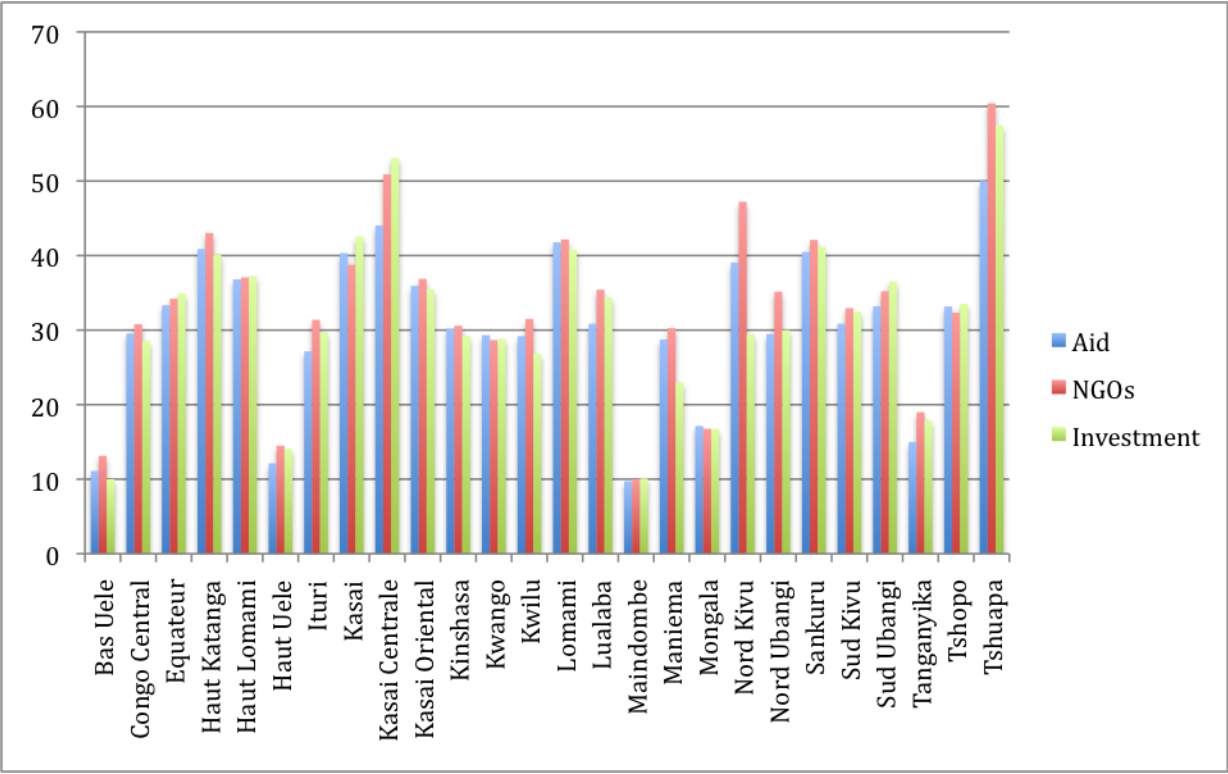
Quand on a interrogé les gens sur les pays qui ont eu un impact positif sur le Congo, les États-Unis--dont la position a été la plus agressive envers le gouvernement durant la dernière impasse électorale--sont arrivés en tête de liste avec 73,3%, suivis de la France (71,1%), la Belgique (67,4%), la Chine (65,4%) et le Royaume-Uni (65,1%). Les pays de la région n'ont pas été aussi bien perçus. Alors que 61,4% ont estimé que l'Afrique du Sud y jouait un rôle favorable, les pourcentages étaient inférieurs s'agissant de l'Angola (49,5%), la République du Congo (35,7%), l'Ouganda (15,4%) et le Rwanda (10,7%).

SCHÉMA 31: JE PENSE QUE (NOM DU PAYS) A UN IMPACT POSITIF EN RDC AUJOURD'HUI



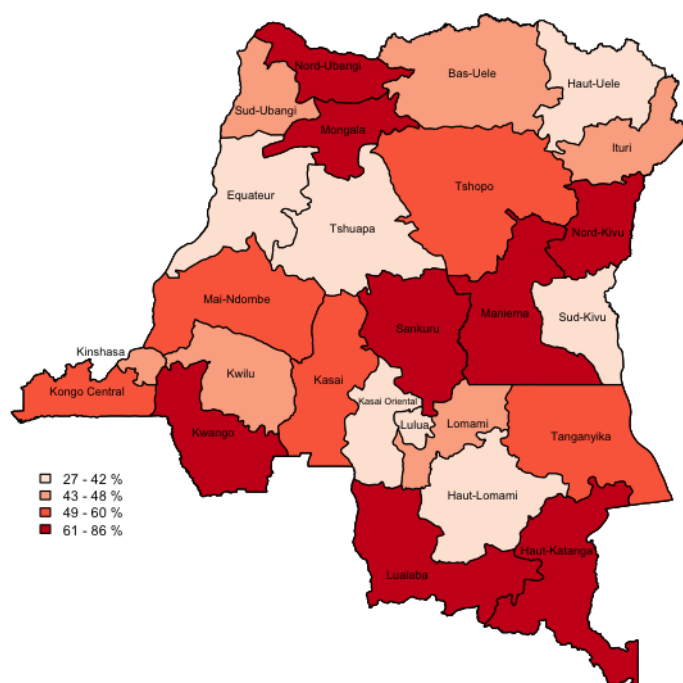
En ce qui concerne l'aide au développement et les investissements étrangers, le tableau est plus sombre. De nombreux Congolais pensent qu'ils ne profitent pas de l'aide internationale, des investissements du secteur privé ou des programmes humanitaires. Nous avons demandé si le Congo s'en sortirait mieux sans l'aide internationale--31,3% ont répondu de façon affirmative. Dans des proportions semblables, certains ont déclaré que le pays irait mieux sans les ONG internationales (33,4%) et les investissements étrangers (31%). On constate avec surprise que les pourcentages correspondant à ces réponses sont encore plus élevés dans certaines des provinces les plus touchées par le conflit. Par exemple, dans le Nord-Kivu Kivu, qui accueille la plupart des ONG internationales, 47,2% ont dit qu'ils s'en sortiraient mieux sans elles. Dans la province du Lualaba, le cœur de l'industrie minière congolaise, 34,3% ont déclaré qu'ils vivraient mieux sans les investissements étrangers.³³

SCHÉMA 32: LE CONGO S'EN SORTIRAIT MIEUX SANS LES ACTEURS SUIVANTS



Quand on les a interrogé sur des initiatives particulières, les sondés ont répondu également de façon mitigée. En 2007, le gouvernement congolais a signé un contrat d'exploitation minière avec le gouvernement chinois d'un montant de 6 milliards de dollars US; les entreprises chinoises ont investi 9,6 milliards de dollars US dans le secteur minier et l'énergie hydroélectrique congolais depuis 2012. Bien que l'accord commercial se soit mis en place lentement, une proportion légèrement supérieure de personnes sondées (39,1% contre 36,9%) pensait que c'était une bonne idée.

SCHÉMA 33: L'INFRASTRUCTURE CHINOISE DANS LE SECTEUR MINIER EST UNE BONNE IDÉE



Les opinions étaient beaucoup plus pessimistes en ce qui concerne une loi américaine faisant partie de l'initiative *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* de 2010, dont le but est d'empêcher les groupes armés de bénéficier des minéraux qui alimentent les conflits. De nombreux sondés connaissaient mal l'initiative de loi mais un haut pourcentage (36%) pensait que celle-ci avait un impact négatif sur le pays, et le pourcentage était encore plus élevé dans le Sud-Kivu, une des provinces les plus affectées par la loi, où 56,9% ont déclaré qu'elle avait un impact négatif.

MÉTHODOLOGIE ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Ce sondage consistait à conduire des entretiens individuels auprès de 7 545 adultes de plus de 18 ans à leur domicile. Les lieux des entretiens ont été choisis au hasard pour pouvoir produire un échantillon représentatif du pays. L'objectif était de donner à chaque citoyen majeur les mêmes chances d'être choisi pour un entretien. Les entretiens ont été traduits dans les quatre langues nationales (Kikongo, Lingala, Swahili et Tshiluba). Le taux de réponse a été de 97,5%. Une description plus détaillée de notre méthodologie est disponible sur www.congoresearchgroup.org.

Les sondages ont été menés à l'aide de tablettes électroniques en utilisant le système de collecte des données mobiles ODK (Open Data Kit) et téléchargés tous les deux ou trois jours dans un serveur en ligne hébergé par la plateforme Ona.io. Le contrôle de qualité était effectué en temps réel au moment du téléchargement des enquêtes et le retour sur information était régulièrement envoyé aux équipes. Les enquêteurs étaient supervisés de façon à ce qu'ils ne réalisent pas ces entretiens à la hâte ou qu'ils n'omettent pas de questions, entre autres indicateurs de qualité. Compte tenu de la nature sensible du sondage, les enquêteurs ont également été supervisés quand ils enregistraient un soutien anormalement élevé ou faible à certains candidats et à certaines organisations et politiques. Les sondages ont aussi été analysés géographiquement pour garantir que les équipes opéraient dans les endroits prévus. Des problèmes techniques avec le dispositif GPS ont cependant empêché que de nombreuses enquêtes soient analysées de cette façon. Une fois découvert ce problème, on a demandé aux superviseurs de l'enquête d'enregistrer des photos de chaque secteur de dénombrement pour prouver que les sondages avaient bien été menés dans les endroits appropriés. Au cours de la réalisation du sondage, quelques enquêteurs ont été signalés pour avoir mené ces entretiens trop hâtivement et en raison d'autres manquements aux critères de qualité. Ces problèmes de qualité concernent moins de 2% des sondages, et les résultats ne changent pas vraiment lorsque ces enquêtes sont exclues de l'analyse.

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

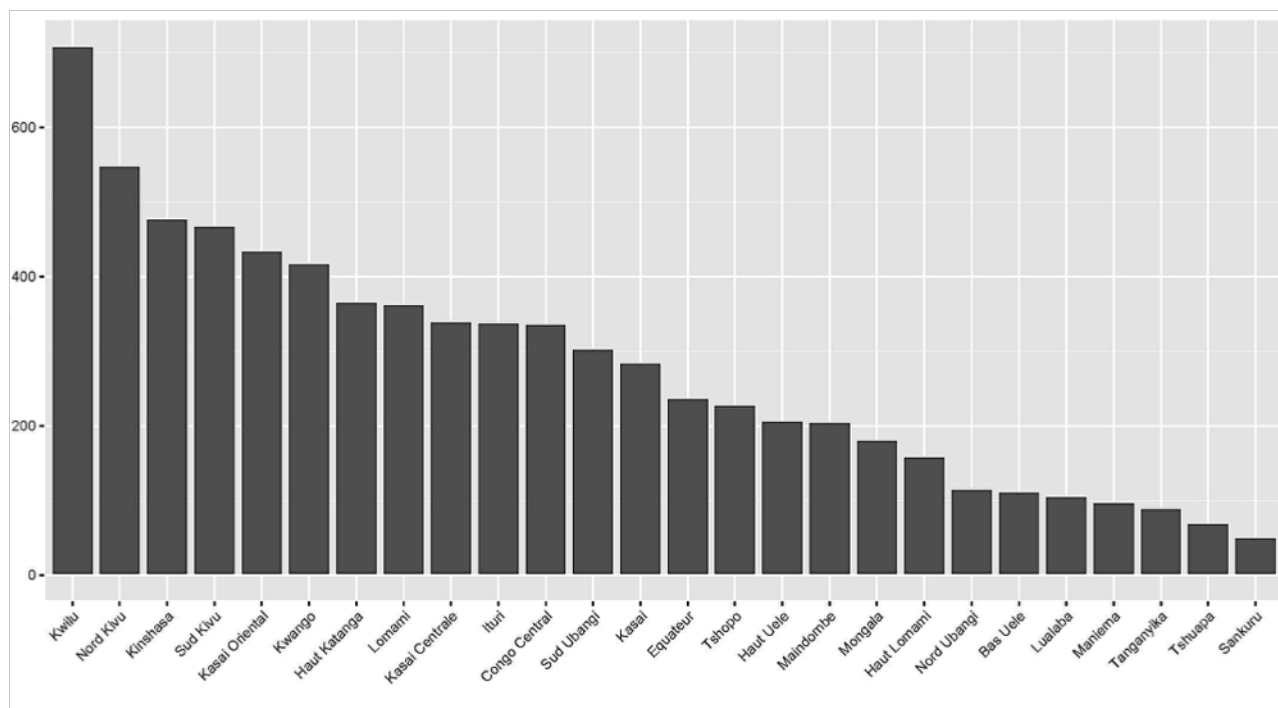
Notre échantillon présente les caractéristiques suivantes:

Nombre de personnes sondées: l'échantillon a été élaboré en utilisant des projections faites pour 2005 à partir du recensement de 1984, le dernier effectué à l'échelle nationale. Ce sont les mêmes prévisions qu'a utilisées l'Institut national de la statistique (INS) du Congo, un organisme gouvernemental, et qui ont servi à mener l'Enquête nationale auprès des ménages de 2012 et l'Enquête démographique et sanitaire (EDS) de 2010.

L'échantillon a révélé une plus grande proportion de personnes interrogées originaires de Bandundu et une proportion plus faible de Kinshasa que pendant les élections de 2006 ou de 2011. Afin de nous assurer que cela n'ait pas affecté les principaux résultats du sondage, nous avons repondéré les résultats à la question «Pour qui voteriez-vous si les élections avaient lieu en 2016?», en utilisant les pourcentages par province des élections de 2006 (des 11 anciennes provinces)--ces résultats se

trouvent dans l'annexe A. Cela n'a pas entraîné de changement important en ce qui concerne cette question, et nous ne pensons pas que cela puisse affecter de manière significative les résultats de la plupart des autres questions.

SCHÉMA 34: NOMBRE DES PERSONNES INTERROGÉES PAR PROVINCE



CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ÉCHANTILLONNÉE:

L'échantillon correspond globalement à ce que nous savons de la démographie congolaise. En 2012, la Banque mondiale estimait qu'environ 63% des Congolais gagnaient moins de 1,25\$ par jour.³⁴ Nous avons arrondi le chiffre à 400\$/an (ou 1,09\$/jour) pour que les sondés puissent calculer leur revenu plus facilement. Environ 57% de notre échantillon se situaient sous ce seuil. 52% des ménages de notre échantillon possédaient des téléphones portables tandis que l'EDS, menée en 2013, avait révélé que c'était alors le cas pour 39% des ménages.³⁵

55% des personnes de notre échantillon devaient marcher 20 minutes pour avoir accès à un point d'eau. L'enquête EDS avait permis de constater que 49% des sondés devaient marcher 30 minutes jusqu'au point d'eau le plus proche. 19% de notre échantillon avaient accès à l'électricité alors qu'ils étaient 14% dans l'échantillon de l'enquête EDS.

Les hommes représentent environ 55% des personnes interrogées lors de ce sondage. Ce léger déséquilibre entre les genres représentés pourrait signifier que les hommes étaient plus susceptibles de se trouver chez eux au moment du sondage, de se proposer pour répondre aux questions, ou d'insister pour être la personne sondée.

30% de notre échantillon sont catholiques, 24,8% sont protestants, 25,6% sont des chrétiens de l'Église de Réveil et 7,1%, des kimbanguistes. Cela correspond globalement aux données de l'EDS qui sont respectivement les suivantes: 29,7%, 26,8%, 37,2% et 2,7%.

SCHÉMA 35: CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION SONDÉE³⁶

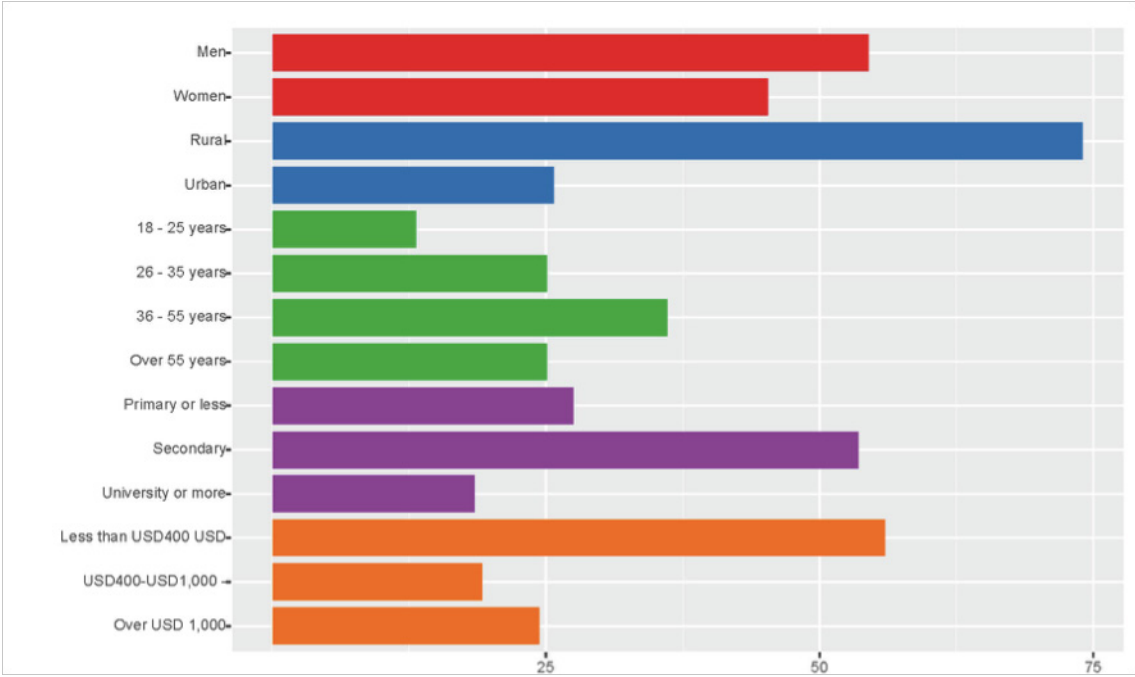


SCHÉMA 36: RELIGION DE LA POPULATION SONDÉE

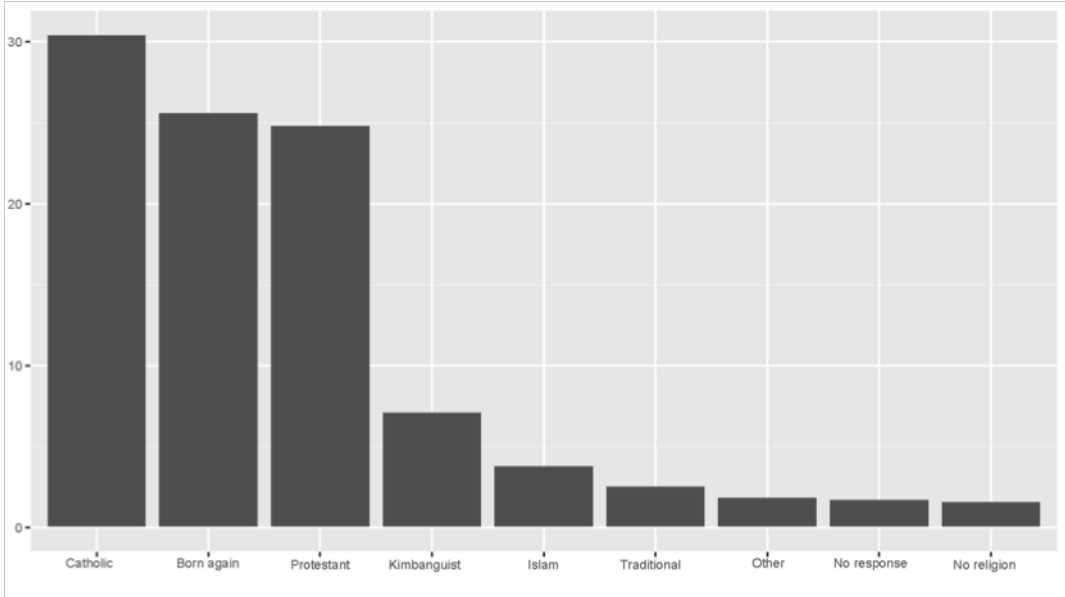
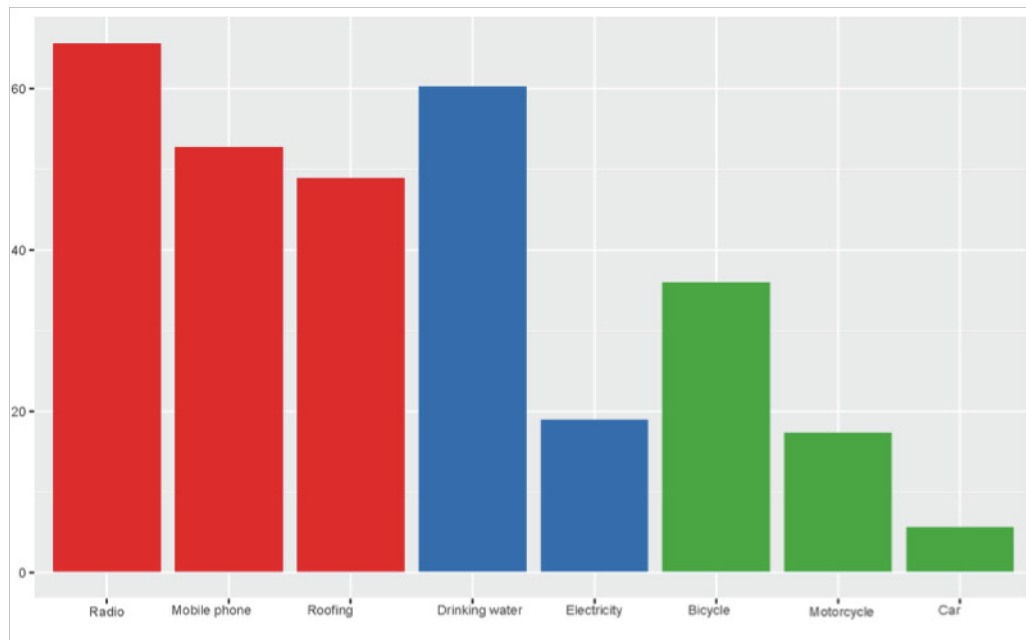


SCHÉMA 37: POURCENTAGE DES FOYERS POSSÉDANT CES ARTICLES



ANNEXE A

Repondération de la question: pour qui voteriez-vous si les élections avaient lieu à la fin de l'année?

UTILISATION DES PONDÉRATIONS DES PRÉVISIONS BASÉES SUR LE RECENSEMENT DE 1984:

CANDIDAT	POURCENTAGE
-----------------	--------------------

KENGO	1.0
GIZENGA	2.4
KABILA	7.8
KAMERHE	7.5
KAMITATU	1.7
KATUMBI	33.3
LEMBE	2.6
MATUNGULU	1.1
PONYO	1.8
TSHISEKEDI	18.0
Autre	10.6
Refuse de répondre	5.1
Indécis	7.0

RÉSULTATS COMPLETS, À L'ÉCHELLE NATIONALE, DU SOUTIEN À CHAQUE CANDIDAT, EN UTILISANT LES PONDÉRATIONS DES ÉLECTIONS DE 2006:

CANDIDATE	PERCENT
------------------	----------------

KENGO	1.0
GIZENGA	1.8
KABILA	7.9
KAMERHE	7.8
KAMITATU	1.3
KATUMBI	34.3
LEMBE	2.8
MATUNGULU	1.0
PONYO	1.7
TSHISEKEDI	17.7
Autre	10.3
Refuse de répondre	5.4
Indécis	7.0

ENDNOTES

¹La question était la suivante: «Pour qui voteriez-vous si les élections présidentielles se tenaient à temps, avant la fin de l'année?» Les personnes sondées pouvaient donner le nom du candidat de leur choix ou choisir un nom dans la liste qui leur était lue si elles n'avaient aucun candidat en tête. Cette liste comportait les noms suivants: Evariste Boshab, Etienne Tshisekedi, Vital Kamerhe, Matata Ponyo, Olive Lembe, Aubin Minaku, Martin Fayulu, Mbuyamu Matungulu, Denis Mukwege, Joseph Kabila, Moise Katumbi, Antoine Gizenga, et Mbusa Nyamwisi.

²Ceci inclut des personnes ayant dit qu'elles voteraient pour Kenga wa Dondo (1%) et Antoine Gizenga (2,4%), qui sont perçus comme des alliés peu fiables par de nombreux membres de la coalition présidentielle. Les soutenir ne se traduirait pas forcément par le soutien à un autre candidat nommé par Kabila.

³À Kinshasa, par exemple, le nombre d'électeurs inscrits a seulement augmenté de 11% entre 2006 et 2011, ce qui représentait environ la moitié du taux de croissance de la population prévu pour cette période. En revanche, la population a augmenté de 39% dans le Maniema et de 32% dans le Katanga.

⁴Rapport sur l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation de la cartographie électorale. Organisation internationale de la francophonie, 2015. Le rapport a estimé que 8,5 millions de nouveaux électeurs n'avaient pas été inscrits mais qu'1,5 million d'entre eux l'avaient peut-être été de manière frauduleuse pendant l'exercice 2011, alors qu'ils étaient encore mineurs.

⁵Kabila semble aussi populaire dans la province du Sankuru, bien que nous ayons effectué seulement 40% des interviews requises dans l'échantillon à cause de problèmes de sécurité auxquels a été confrontée notre équipe locale.

⁶Par exemple, le chef de l'Église du Christ au Congo (ECC), Mgr Marini Bodho, a dit que la Constitution pouvait être modifiée pour permettre au président de briguer un troisième mandat, alors que les leaders musulmans sont aussi perçus comme proches du Président Kabila. En revanche, l'Église catholique critique beaucoup Kabila.

⁷Kamerhe était particulièrement populaire dans la Mongala, province natale de Jean-Bertrand Ewanga, le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), son parti politique. Cependant, le sondage a été effectué dans la Mongala juste avant qu'Ewanga se soit disputé avec Kamerhe au sujet de sa participation au dialogue national, le 30 août 2016.

⁸Les questions étaient respectivement: «Avez-vous confiance en la CENI pour mener à bien des élections libres et équitables?» et «Que pensez-vous de Corneille NANGAA, le nouveau président de la CENI?»

⁹La question était: «Avez-vous l'intention de voter aux élections présidentielles, législatives et locales qui auront lieu prochainement?»

¹⁰La question était la suivante: «Il y aura bientôt des élections locales, provinciales et nationales au Congo. Avec laquelle de ces affirmations êtes-vous en accord?» Les personnes sondées pouvaient alors choisir entre: «Il est bon de retarder les élections présidentielles et législatives en vue de tenir des élections locales parce qu'il est important que celles-ci aient lieu en premier»; «Les élections présidentielles et parlementaires devraient avoir lieu à temps, même si cela signifie que les élections locales auront lieu plus tard»; «Il relève du gouvernement de décider de la meilleure façon de procéder.»

¹¹La question était la suivante: «La Constitution congolaise prévoit que le président Joseph Kabila se retire à la fin de son second mandat, en 2016. Êtes-vous pour une révision constitutionnelle qui permettrait à Joseph Kabila de briguer un autre mandat?»

¹²Le Kasai était un cas isolé, avec un soutien à la modification de la Constitution de l'ordre de 42,5%.

¹³«Si les élections nationales ne se tiennent pas avant la fin de 2016, est-ce que le Président Joseph Kabila doit démissionner ou peut-il rester jusqu'à ce que les élections aient lieu?»

¹⁴La question était: «En mai 2015, le Président Kabila a entamé une consultation de la classe politique et de la société civile en vue de préparer un dialogue politique. Avec lequel des énoncés suivants êtes-vous d'accord?» On a demandé aux personnes sondées si elles étaient d'accord ou pas avec la déclaration suivante: «L'opposition et la société civile doivent participer à un tel dialogue pour apaiser le climat politique et trouver des solutions aux problèmes de la nation.»

¹⁵La question était: «En avril 2016, l'ancien premier ministre du Togo a été nommé facilitateur du Dialogue national congolais en vue de régler les problèmes liés aux prochaines élections en RDC. Avez-vous confiance en lui?»

¹⁶«Dans la liste suivante, quel est le facteur qui influence le plus le vote pour le candidat pendant les élections?» Vous pouvez choisir jusqu'à 3 propositions.» Les sondés pouvaient alors choisir dans la liste ci-dessous:

La personnalité/charisme du candidat.

La plateforme ou parti politique/programme du candidat.

Le candidat qui a le pouvoir.

Le candidat de ma tribu/de mon ethnie.

Le candidat qui aide/rend service à ma famille/tribu/ethnie.

Le candidat qui rend service à la communauté locale.

Le candidat qui n'est pas corrompu.

Le candidat pour lequel ma famille ou mes amis voteront.

Le candidat qui a beaucoup d'argent/peut distribuer de l'argent et des biens à la population.

Un candidat qui se préoccupe des gens comme moi.

¹⁷La question était la suivante: «Avez-vous déjà participé à un mouvement contestataire au cours des cinq dernières années? Cela pourrait être une marche protestataire, une grève, ou une manifestation politique.»

¹⁸La question était: «Si les prochaines élections nationales étaient truquées ou reportées, prendriez-vous part à une manifestation?»

¹⁹La question était: «Lors des 12 derniers mois, vous êtes-vous engagé dans les associations suivantes?»

²⁰Les questions étaient: «Est-ce qu'une femme peut participer aux élections? Le cas échéant, est-ce que vous pensez qu'on devrait garantir que la moitié des candidats aux élections soient des femmes?» «Jusqu'à quel point soutenez-vous les femmes qui servent l'État dans les postes suivants?»

²¹La question était: «À quel point vous sentez-vous en sécurité ou en danger en marchant seul(e) dans votre quartier/village le jour ou la nuit?» Les réponses ont alors été classées en fonction de ce que disait la personne sondée («Oui, je me sens en sécurité la nuit et/ou le jour»--«Non, je ne me sens pas en sécurité la nuit et/ou le jour»).

²²Les questions étaient: «À votre avis, la justice est-elle indépendante en RDC ? Estimez-vous que tous les citoyens congolais sont égaux devant la loi? Estimez-vous que tous les Congolais ont accès à la justice?»

²³Les questions étaient: «Êtes-vous favorable à la création d'un tribunal congolais pour juger les criminels de guerre? Si oui, pensez-vous que des procureurs et juges étrangers doivent faire partie de ce tribunal?»

²⁴La question était : «Le Congo fait face à de nombreux défis importants et le gouvernement ne peut pas tous les surmonter en même temps. Quelle devrait être la grande priorité du gouvernement congolais?»

²⁵La question était: «Le gouvernement a construit un grand parc agricole à Bukanga Lonzo, dans la province de Bandundu, pour aider à promouvoir l'agriculture congolaise et fournir Kinshasa en nourriture. Les critiques ont jugé le projet trop coûteux et la promotion des petits agriculteurs insuffisante. Avec lequel des énoncés suivants êtes-vous d'accord?»

²⁶La communauté Banyamulenge se trouve uniquement au Congo, alors que les Hutu et les Tutsi vivent aussi au Rwanda et au Burundi.

²⁷La question était: «Dites-nous si êtes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes: Les Banyamulenge sont des Congolais; il y a des Hutu qui sont congolais; il y a des Tutsis qui sont congolais; toute personne dont la famille a vécu au Congo avant les années 1960 est congolaise.»

²⁸Pierre Englebert et Emmanuel Kasongo démontrent que les provinces ne rétrocèdent que 3% de leurs revenus aux administrations locales au lieu des 40% prévus par la Constitution. Ceci veut dire que l'administration locale dépend presque entièrement de simples taxes prélevées sur le commerce. Pierre Englebert et Emmanuel Kasongo, "Misguided and misdiagnosed: The failure of decentralization reforms in the DR Congo," *African Studies Review*, 59.1 (2016), p 5-32.

²⁹La question était: «Étiez-vous favorable ou pas à la mise en place réelle des 26 provinces à partir des 11 provinces initiales prévue par la Constitution?» Processus communément appelé «découpage».

³⁰La question était: «Les Nations unies au Congo (la MONUSCO) comptait encore plus de 20 000 soldats il y a quelques mois. Avec lequel des énoncés suivants êtes-vous d'accord?:

La MONUSCO fait un travail important en RDC et doit rester.

La MONUSCO doit revoir ses effectifs à la baisse.

La MONUSCO améliore peu la sécurité ou la stabilité du pays et doit partir.»

³¹La question était: «Pensez-vous que la MONUSCO protège efficacement les civils?»

³²La question était: «La MONUSCO a le principal mandat de protéger les civils en danger. Dans le passé, elle a hésité à mener des opérations militaires contre les groupes armés sans la collaboration de l'armée congolaise. Pensez-vous que la MONUSCO doit attaquer les groupes armés sans attendre le soutien de l'armée congolaise?»

³³La question était: «Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant: Le Congo s'en sortirait mieux sans l'aide étrangère, sans les ONG et l'aide humanitaire, et/ou sans les investissements étrangers?»

³⁴Banque mondiale, Groupe de travail sur la pauvreté, 2012.<http://data.worldbank.org/country/congo-dem-rep>

³⁵République démocratique du Congo, Enquête démographique et de santé effectuée entre 2013 et 2014, Ministère du Plan et du Suivi de la mise en œuvre de la Modernité, Ministère de la Santé Publique, Kinshasa, RD Congo et Mesure DHS, ICF International.

³⁶Le revenu est annuel. Au moment du sondage 1USD=1100CDF

Congo Research
Group



Groupe d'Étude
sur le Congo

Twitter : @GEC_CRG

congoresearchgroup.org

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543

New York, NY 10003

cic.nyu.edu